



INTENSIFIER NOTRE ACTION EN PÉRIODE D'INCERTITUDE

RAPPORT ANNUEL 2022

TABLE DES MATIÈRES

- 2 Message des **Administrateurs d'IFC**
- 4 Message de **David Malpass**, Président du Groupe de la Banque mondiale
- 6 Message de **Makhtar Diop**, directeur général d'IFC
- 9 L'équipe de direction

RÉSULTATS

- 10 Groupe de la Banque mondiale : résumé des résultats de 2022
- 12 Rétrospective de l'exercice d'IFC en 2022

LA STRATÉGIE EN ACTION

- 16 Intensifier notre action en période d'incertitude

FONCTIONS ESSENTIELLES

- 50 Répondre aux attentes
- 52 Viabilité
- 54 Obligation de rendre compte et contrôle
- 56 Diversité, équité et inclusion

De plus amples informations sont disponibles sur le site web du rapport annuel 2022 d'IFC : www.ifc.org/AnnualReport.

Photo de couverture (Viet Nam) : le présent rapport intitulé « Intensifier notre action en période d'incertitude » parle de l'effort résolu d'IFC d'aller de l'avant, portée par un sentiment d'urgence, malgré les difficultés croissantes partout dans le monde.

À PROPOS D'IFC

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Elle mène des opérations dans plus d'une centaine de pays, consacrant son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et d'opportunités dans les pays en développement.

Au cours de l'exercice 22, elle a engagé un montant record de 32,8 milliards de dollars en faveur de sociétés privées et d'institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée alors que les économies font face aux répercussions de crises mondiales concomitantes. Pour de plus amples informations, consulter le site www.ifc.org.

CONSEIL D'ADMINISTRATION D'IFC

MESSAGE DES ADMINISTRATEURS D'IFC

Au cours de l'exercice écoulé, nos actionnaires ont demandé au Groupe de la Banque mondiale de fournir un appui exceptionnel en riposte aux crises concomitantes de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine, en plus de son vaste portefeuille d'activités en cours. Cette demande a entraîné des niveaux de financement sans précédent de la part du Groupe de la Banque mondiale au cours de l'exercice 22, dont 70,8 milliards de dollars fournis par la BIRD et l'IDA, 32,8 milliards de dollars par IFC (y compris les ressources mobilisées auprès de partenaires) et 4,9 milliards de dollars de garanties par la MIGA.

En finançant des opérations relatives à la santé, l'achat de vaccins et d'autres initiatives, le Groupe de la Banque mondiale a aidé les pays en développement, leurs populations et leurs entreprises à continuer à faire face aux conséquences de la pandémie sur la pauvreté, les soins de santé, le développement humain et économique et le bien-être. Le Groupe de la Banque mondiale s'est aussi rapidement attaqué aux conséquences profondes d'une nouvelle crise, à savoir la guerre en Ukraine. Ses retombées sont nombreuses : au-delà des effets liés aux réfugiés, à la sécurité alimentaire et à l'énergie, le conflit a des conséquences incertaines et potentiellement durables sur les circuits commerciaux, les investissements étrangers, la confiance mondiale et les tensions financières. Ayant à l'esprit le double objectif du Groupe de la Banque mondiale consistant à réduire la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée, en mettant un accent particulier sur la promotion d'un développement vert, résilient et inclusif, le Conseil a examiné et approuvé plusieurs initiatives et programmes importants pour faire face à ces crises.

Mais les besoins sont nombreux et il est possible de faire davantage. Le Groupe de la Banque mondiale travaille avec les pays donateurs pour mobiliser un appui financier par le biais de divers canaux, notamment le Fonds pour la prévention, la préparation et la riposte aux pandémies, ainsi que des garanties spéciales et des financements sous forme de dons en faveur de l'Ukraine. Le Groupe de la Banque mondiale collabore également avec les parties prenantes sur le terrain pour mettre en œuvre des programmes majeurs, tels que le Plan d'action sur le changement climatique (CCAP) du Groupe de la Banque mondiale, la Plateforme mondiale pour la santé d'IFC, le Programme de riposte rapide à la COVID-19 de la MIGA et le Programme stratégique de préparation et de riposte à la COVID-19 de la Banque mondiale, ainsi que des efforts visant à remédier aux vulnérabilités liées à la dette, à renforcer la résilience des systèmes alimentaires et à soutenir l'accès à l'énergie et à la transition énergétique. Nous continuons à insister sur la nécessité de s'attaquer aux principaux facteurs de fragilité et de pauvreté en Afghanistan, en Haïti, au Soudan, au Yémen et ailleurs, afin de développer le capital humain, de réduire les inégalités, de promouvoir l'emploi et de favoriser la reprise économique.

Compte tenu de l'immense besoin de financement, le processus de reconstitution des ressources d'IDA-20 a été avancé d'un an, et une enveloppe de refinancement de 93 milliards de dollars a été approuvée en décembre 2021. Ce financement, qui est le plus important jamais mobilisé en 61 ans d'existence de l'IDA, aidera les pays à faible revenu à faire face aux multiples crises actuelles et à construire un avenir plus vert, plus résilient et plus inclusif. Les pays donateurs ont également convenu d'un examen des droits de vote de l'IDA, qui a entraîné un ajustement important du cadre des droits de vote de cette institution. Cet ajustement permettra de garantir l'équité entre tous les bailleurs de fonds tout en protégeant et en renforçant le pouvoir de vote des pays bénéficiaires.

Lors des Assemblées annuelles 2021 et des Réunions de printemps 2022, le Comité du développement a invité la Banque mondiale à aider les pays à répondre à leurs besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire et de protection

sociale ; à contribuer à la fabrication et au déploiement de vaccins, à investir dans les diagnostics et les traitements et à renforcer les systèmes de santé ; à continuer de soutenir la viabilité et la transparence de la dette ; à s'appuyer sur le Plan d'action sur le changement climatique pour protéger le capital naturel et la biodiversité ; à promouvoir la transition numérique ; à accroître la mobilisation des financements du secteur privé ; et, avec le FMI, à coordonner les actions et à orienter la mobilisation des pays vers une reprise économique verte, résiliente et inclusive. Il a exhorté la Banque à œuvrer à la réalisation de ces objectifs tout en restant focalisée sur la double ambition de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée tout en aidant les pays à réaliser les objectifs de développement durable.

Nous soutenons fermement les efforts notables déployés cette année par la haute direction et le personnel du Groupe de la Banque mondiale pour s'attaquer à l'injustice raciale et promouvoir une culture saine du lieu de travail, par le biais de recommandations formulées par les groupes de travail constitués de membres du personnel. Nous nous réjouissons de ces améliorations au moment où nous opérons une transition vers un modèle de travail hybride. Nous avons également eu le plaisir de nous rendre ensemble dans des pays bénéficiaires au cours de l'exercice 22 — pour la première fois depuis le début de la pandémie — et d'observer sur place l'impact de l'action du Groupe de la Banque mondiale.

Nous sommes sincèrement reconnaissants de l'engagement soutenu du personnel de toutes les institutions, y compris de nos propres équipes, envers la mission du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que son travail acharné en ces temps exceptionnels et difficiles. Nous adressons également des remerciements particuliers à l'Équipe de gestion des situations d'urgence, qui a travaillé sans relâche pour nous permettre de reprendre le travail dans nos bureaux en toute sécurité après une période prolongée de travail à domicile.

Face aux nombreuses crises actuelles, le Groupe de la Banque mondiale est prêt à aider les pays et les populations du monde entier à relever leurs défis humains et économiques et à progresser sur la voie du développement.



PHOTO ASSIS, DE GAUCHE À DROITE :

Katharine Rechico
Canada

Koen Davidse
Pays-Bas, vice-doyen

Monica E. Medina
Pérou

Abdulmuhsen Saad Alkhalaf
Arabie Saoudite

Merza Hussain Hasan
Koweït — Doyen

Matteo Bugamelli
Italie

Nigel Ray
Australie

Lene Lind
Norvège

Richard Hugh Montgomery
Royaume-Uni

Rajesh Khullar
Inde

PHOTO DEBOUT, DE GAUCHE À DROITE :

Alphonse Ibi Kouagou
Bénin

Katarzyna Zajdel-Kurowska
Pologne

Roman Marshavin
Fédération de Russie

Mohd Hassan Ahmad
Malaisie

Abdelhak Bedjaoui
Algérie

Takashi Miyahara
Japon

Adriana Kugler
États-Unis

Arnaud Buissé
France

Eva Valle Maestro
Espagne

Hayrettin Demircan
Turquie

Michael Krake
Allemagne

Taufila Nyamadzabo
Botswana

Erivaldo Gomes
Brésil

Armando Manuel
Angola

Junhong Chang
Chine

MESSAGE DE DAVID MALPASS

Président du Groupe de la Banque mondiale



L'humanité fait face à des crises graves qui frappent les pays en développement, les pauvres et les personnes vulnérables, et qui aggravent les inégalités dans le monde. La forte inflation, la guerre en Ukraine, les grands déséquilibres macroéconomiques et les pénuries d'énergie, d'engrais et de denrées alimentaires ont provoqué le plus grand ralentissement économique mondial depuis 80 ans, venant s'ajouter aux nombreux décès, aux arrêts de l'activité économique et aux fermetures d'écoles dus à la pandémie de COVID-19. Les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sont aujourd'hui confrontés à la flambée des prix du gaz naturel et des engrais et à la pire crise alimentaire depuis dix ans, alors qu'ils s'efforcent de répondre aux besoins de développement à long terme, notamment l'accès à une eau propre et à l'électricité, les compétences en lecture, les infrastructures de qualité et les investissements liés au climat.

Dans la lutte mondiale contre la pauvreté et pour l'amélioration des niveaux de vie, 2022 sera probablement l'une des pires années depuis des décennies. Le revenu médian réel a encore diminué dans de nombreux pays, et la perte tragique des acquis du développement observée pendant la pandémie s'est aggravée. L'édition de juin de nos *Perspectives économiques mondiales* a mis en évidence le risque de stagflation et le grave préjudice subi particulièrement par les pauvres. Les inégalités sont un facteur de déséquilibre majeur, le capital et les revenus mondiaux étant principalement alloués aux pays à revenu élevé à la faveur de leurs

choix de politiques budgétaires, monétaires et réglementaires. Les inégalités devraient se creuser davantage dans les années à venir, mettant les objectifs de développement hors de portée pour beaucoup de pays.

Le Groupe de la Banque mondiale s'applique à relever ces défis avec rapidité, clarté, ampleur et impact. Nous avons engagé deux financements d'appoint consécutifs, des travaux analytiques, des activités de plaidoyer et services de conseil sur les politiques à mener par les pouvoirs publics afin de soutenir les populations, de préserver les emplois et de rétablir la croissance — d'abord, 150 milliards de dollars en riposte à la pandémie de COVID-19, et aujourd'hui une enveloppe de 170 milliards de dollars sur 15 mois en réponse à la crise alimentaire, ainsi qu'à la guerre en Ukraine et à ses retombées. Depuis le début de la pandémie jusqu'à l'exercice 22, le Groupe de la Banque mondiale a fourni plus de 14 milliards de dollars pour aider plus de 100 pays à faire face aux conséquences sanitaires de la COVID-19 et à vacciner leur population.

Au cours de l'exercice 22, la BIRD a engagé 33,1 milliards de dollars incluant un soutien à plus de 45 pays à revenu intermédiaire. Ce montant comprend 300 millions de dollars destinés à permettre à la Turquie d'accroître les investissements du secteur privé dans l'énergie géothermique. L'IDA a engagé 37,7 milliards de dollars de dons et de prêts hautement concessionnels dans plus de 70 pays, dont 645 millions de dollars pour soutenir la résilience des systèmes alimentaires et des interventions d'urgence au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Togo. Je me félicite de l'accord conclu par les partenaires de l'IDA en décembre 2021 pour avancer d'un an la reconstitution des ressources d'IDA-20. Leurs contributions triennales record de 23,5 milliards de dollars permettront de garantir le financement de l'IDA à hauteur de 93 milliards de dollars pour les exercices 23 à 25 et d'aider les pays les plus pauvres à répondre à leurs priorités absolues — notamment l'emploi et la transformation économique, le capital humain, le recul de l'apprentissage et de l'alphabétisation, le genre, le changement climatique et les situations de fragilité, de conflits et de violence — et à progresser vers le rétablissement de la croissance.

En dépit des turbulences économiques, IFC a apporté un soutien solide au secteur privé avec des volumes d'engagements s'élevant à 32,8 milliards de dollars (y compris les ressources mobilisées auprès de partenaires) au cours de l'exercice 22, en s'appuyant sur 31,5 milliards de dollars d'investissements au cours de l'exercice 21 et en s'employant à obtenir un impact maximal. Alors que les banques réduisent le financement du commerce, IFC intervient pour maintenir les entreprises d'import-export en activité malgré les contraintes auxquelles elles sont confrontées. Au cours de l'exercice 22, les engagements d'IFC ont atteint 9,7 milliards de dollars au titre du

financement du commerce, soit le niveau le plus élevé jamais atteint ; près de 75 % de ce montant a été investi dans les pays IDA et les pays en situation de fragilité, de conflits et de violence. Par exemple, *Coris Bank* au Burkina Faso a reçu un financement commercial d'IFC pour importer du riz de différents pays.

La MIGA a émis 4,9 milliards de dollars de garanties pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. Ces efforts permettront à quelque 15 millions de personnes de bénéficier d'un service d'électricité nouveau ou amélioré et permettront d'accorder 1,9 milliard de dollars de prêts, notamment à des entreprises locales. La MIGA est restée concentrée sur ses priorités stratégiques, 85 % de ses projets au cours de l'exercice 22 étant consacrés aux pays en situation de fragilité, de conflits et de violence, aux pays IDA, ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

Les situations de fragilité, de conflits et de violence augmentent dans une grande partie du monde, notamment en Afghanistan, en Éthiopie, au Sahel et au Yémen. En Ukraine, la guerre a entraîné la perte de vies humaines, d'habitations et de moyens de subsistance, des millions de réfugiés et la destruction d'infrastructures. Les coûts de la reconstruction se chiffrent déjà en centaines de milliards. En fin août 2022, nous avons mobilisé et facilité le transfert de 13 milliards de dollars de financement d'urgence, dont plus de 9 milliards ont déjà été décaissés en vue d'aider l'Ukraine à financer les services publics essentiels et à atténuer les conséquences humaines et économiques de la guerre. Ce montant comprend une enveloppe de 1,5 milliard de dollars de la Banque mondiale, dont 1 milliard de dollars d'aide exceptionnelle de l'IDA, pour aider à payer les salaires des fonctionnaires et des employés de l'enseignement. Le soutien du Groupe de la Banque mondiale s'étend également aux pays qui accueillent des réfugiés ukrainiens.

Avec l'augmentation des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires et l'énorme demande non satisfaite de gaz naturel en Europe, les populations et les économies des pays en développement subissent de nouvelles pressions. La flambée soudaine des prix des denrées alimentaires menace d'aggraver les tensions politiques et sociales dans de nombreux pays en développement, avec des effets dévastateurs sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Dans certaines parties de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, par exemple, environ 66 millions de personnes sont exposées à un risque d'urgence alimentaire ou de famine. En mai 2022, nous avons annoncé notre soutien à une solution mondiale à la crise de la sécurité alimentaire, avec un financement allant jusqu'à 30 milliards de dollars jusqu'en août 2023, dont 12 milliards de dollars pour de nouveaux projets, afin d'amortir l'effet de la hausse des prix et de stimuler la production et l'offre agricoles. Cette solution s'appuie sur l'expérience acquise lors de la dernière crise des

prix des denrées alimentaires et intègre nos données et nos analyses, notamment nos perspectives des marchés des produits de base contenues dans le rapport *Commodity Markets Outlook*. Et, en juillet 2022, je me suis joint aux dirigeants du FMI et des institutions des Nations Unies pour appeler à une action urgente afin d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale en apportant un soutien rapide aux personnes vulnérables, en facilitant le commerce et les approvisionnements alimentaires internationaux, en stimulant la production et en investissant dans une agriculture résiliente face au changement climatique.

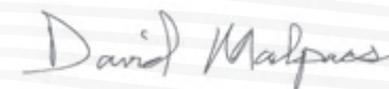
La perturbation des approvisionnements en énergie fait baisser la croissance, en particulier pour les économies tributaires des importations de carburant. La hausse des prix du gaz naturel et les pénuries mettent en péril l'approvisionnement en engrais et le rendement des cultures, déstabilisent les réseaux électriques et augmentent l'utilisation de carburants très polluants. Le monde a besoin de toute urgence d'augmenter l'offre d'énergie et d'étendre massivement l'accès à une électricité fiable dans les pays les plus pauvres. Cela nécessitera de nouveaux investissements importants dans des énergies plus propres, l'efficacité énergétique, les réseaux et le transport d'électricité. Le réalignement fondamental des sources d'énergie de l'Europe, afin de ne plus dépendre de la Russie, nécessite une augmentation importante de la production d'électricité à partir du gaz naturel et de l'énergie hydraulique, géothermique et nucléaire, afin de fournir une charge de base à moindre intensité de carbone permettant de préserver et de développer les réseaux électriques.

Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes ne cessent d'accroître la pression sur les économies et les sociétés, en particulier dans les milieux fragiles. Le Plan d'action sur le changement climatique 2021–2025 du Groupe de la Banque mondiale vise à intégrer le climat et le développement, à déterminer et élaborer les projets à plus fort impact pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique, à augmenter les financements directs dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il permettra à la communauté internationale de fournir l'énorme flux de nouveaux financements à titre gracieux nécessaires aux biens publics mondiaux dans les pays les plus pauvres. Les outils financiers innovants tels que les obligations vertes et l'obligation pour la protection de la faune que nous avons lancée en mars 2022 — la première du genre — devront être renforcés. Le Plan d'action sur le changement climatique a également instauré un nouveau diagnostic essentiel : les rapports nationaux sur le climat et le développement. À la fin du mois de juillet 2022, nous avons publié les premiers de ces rapports pour la Turquie, le Viet Nam et la région du G5 Sahel. Je suis également heureux qu'avec ce rapport annuel, nous introduisons une plus grande transparence dans la publication des informations financières de la Banque sur le climat.

L'une des principales conséquences des crises actuelles est l'énorme augmentation de la dette publique. Pour de nombreux pays parmi les plus pauvres, le fardeau de la dette est insoutenable ou à haut risque de l'être. Une profonde réduction de la dette sera nécessaire pour permettre de nouveaux investissements et le retour de la croissance. Nous travaillons en étroite collaboration avec le FMI et d'autres partenaires pour aider les pays à renforcer leur transparence, leur gouvernance et leur responsabilité financière, autant d'étapes essentielles à la viabilité de la dette. Nous continuons également à appeler les créanciers publics et privés à participer rapidement et pleinement aux efforts de réduction des encours de la dette. Dans le cadre des politiques actuelles des pays créanciers, les paiements de la dette prévus par les pays les plus pauvres à leurs créanciers en 2022 et 2023 dépasseront largement toute l'aide au développement disponible pour ces pays. Notre *Rapport sur le développement dans le monde 2022* examine les politiques visant à atténuer les risques financiers interconnectés et à orienter le monde vers une reprise durable et équitable.

J'ai été heureux que nombre de nos collègues reprennent le travail dans nos bureaux cette année. Nous continuons à adapter notre modèle de travail afin de protéger la santé et le bien-être du personnel tout en reconnaissant la valeur de l'interaction physique dans la production de résultats de grande qualité pour les clients et les plans de carrière. Le groupe de travail du Groupe de la Banque mondiale sur la lutte contre le racisme poursuit notre travail important consistant à combattre le racisme et la discrimination raciale au sein de notre organisation et dans les pays où nous sommes présents. Je reste déterminé à promouvoir une culture d'ouverture et de confiance et à améliorer la diversité et l'inclusion dans l'ensemble de l'organisation, notamment par le biais de notre groupe de travail sur la culture au lieu du travail.

Les crises qui touchent nos pays bénéficiaires sont profondes, mais je suis convaincu que nous pouvons faire la différence. Pour relever ces défis, nous devons nous appuyer sur l'innovation et le dévouement de notre personnel, sur la force de nos partenariats et sur l'engagement de la communauté mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale reste déterminé à aider les pays à surmonter ces difficultés et à œuvrer pour un avenir plus résilient et durable.



David Malpass

Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs

MESSAGE DE MAKHTAR DIOP

Directeur général d'IFC



Intensifier notre action en période d'incertitude.

Le titre de notre rapport annuel traduit notre détermination à aller de l'avant, portée par un sentiment d'urgence, au moment où le monde a le plus besoin de nous.

Dans un contexte de grande incertitude, affronter les défis croissants avec détermination est le seul moyen d'avancer.

Défis mondiaux

Les faibles taux de vaccination dans les pays en développement et l'apparition de nouveaux variants prolongent les effets de la pandémie de COVID-19. La guerre en Ukraine a provoqué une crise humanitaire dans la région, déclenché une crise alimentaire mondiale et perturbé davantage les chaînes d'approvisionnement internationales. L'inflation galopante exacerbe la pauvreté et met en péril les investissements essentiels dans les marchés émergents. Des phénomènes climatiques plus fréquents et plus intenses laissent entrevoir les conséquences inquiétantes du mépris des enjeux écologiques.

Tous ces défis imposent l'évidence que le monde tel que nous l'avons connu n'existera plus. Nous sommes entrés dans une nouvelle normalité, qui exige de nouveaux partenariats et de la créativité pour bâtir un avenir plus durable, plus résilient et plus inclusif.

Que doit faire IFC face à cette nouvelle normalité ? Cette question n'a cessé de me hanter l'esprit cette année. Je suis extrêmement fier de ce que notre équipe a accompli, en dépit des incertitudes sans précédent et de la fragilité croissante dans le monde. L'exercice 22 s'avère être une nouvelle année record, avec des engagements d'investissements d'un montant total de 32,8 milliards de dollars. Ces investissements ont créé des centres régionaux de fabrication de vaccins et d'autres biens essentiels, facilité les flux commerciaux dans les zones fragiles et touchées par des conflits et permis de maintenir le cap sur l'action climatique, et ce, malgré les tensions économiques qui auraient pu la compromettre.

Lorsque je jette un regard rétrospectif sur l'ensemble de nos réalisations, une constante s'en dégage : la capacité d'IFC à braver l'incertitude et mener des actions qui changent des vies. Sa capacité à se surpasser dans les situations les plus difficiles et à entraîner les autres. Sa volonté de prendre des risques et de saisir les opportunités.

Renforcer la résilience

Partout dans le monde, les pays ploient sous les effets de crises convergentes. Ils sont tentés de se replier sur eux-mêmes, consolider leurs ressources et s'occuper de leurs problèmes. Mais construire des États forts et resserrer les liens mondiaux ne sont pas et ne devraient pas être incompatibles.

Pour maintenir les échanges transfrontaliers en ces temps troublés, IFC a engagé des montants record en vue de soutenir le financement du commerce dans les marchés émergents, en particulier dans les pays à faible revenu.

Il est aussi possible, par exemple, de développer des chaînes d'approvisionnement de produits médicaux pour lutter contre la pandémie. Depuis mars 2020, IFC a investi et mobilisé plus de 2,2 milliards de dollars pour aider à approvisionner les marchés émergents en vaccins, équipements de protection individuelle et fournitures médicales, en mettant l'accent sur le développement d'infrastructures régionales et de canaux de distribution en Afrique qui répondent aux besoins à court et à long terme des populations.

Les applications potentielles d'une telle approche dépassent de loin le domaine des soins de santé. Nous envisageons des moyens similaires pour renforcer la résilience des écosystèmes dans des secteurs comme l'agriculture (et donc la sécurité alimentaire) et le logement. En effet, nous prévoyons de nous inspirer du modèle de notre Plateforme sanitaire mondiale pour nous attaquer à l'insécurité alimentaire et prêter assistance aux agriculteurs, aux entreprises de transformation des produits alimentaires et aux distributeurs d'engrais dans les pays en développement.

Nous continuerons aussi à fournir des ponts entre les individus et la formation, les ressources numériques et le capital pour démarrer des activités économiques. Ces investissements sont essentiels pour stimuler les moteurs économiques des marchés émergents et promouvoir les formes d'innovation susceptibles de refaçonner le monde.

Développement multidimensionnel

Considérez la crise énergétique dans le monde en développement, où rien qu'en Afrique, 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. C'est un problème qui doit incontestablement être réglé. Cependant, les répercussions toujours plus graves du changement climatique nous donnent à penser que nous ne pouvons pas appliquer les solutions habituelles. Nous devons trouver une nouvelle voie pour aller de l'avant, tirant parti des avancées dans des technologies durables et les alliant à des investissements massifs dans l'adaptation ainsi qu'à des accords commerciaux et des instruments de financement novateurs. C'est l'unique moyen d'alimenter l'Afrique en électricité, tout en décarbonisant un secteur qui apparaît comme l'un des plus gros émetteurs de gaz à effet de serre dans le monde, et d'accompagner les pays à revenu intermédiaire dans leur transition énergétique.

C'est là un exemple parmi tant d'autres de ce qu'est le développement multidimensionnel. Nous devons à la fois élargir l'accès des petites entreprises au capital et intégrer davantage de femmes et de minorités sous-représentées. Nous devons aussi bien construire des logements d'un coût abordable qu'investir dans des matériaux de construction plus durables.

L'importance de ces opportunités ne saurait être sous-estimée. Elles permettent de mettre sur pied des opérations véritablement bénéfiques pour les entreprises, les États et la communauté mondiale tout entière. Mais elles demanderont aussi des efforts soutenus, de nouveaux partenariats et une collaboration étroite entre les secteurs public et privé et les institutions de développement international comme IFC.

Créer une IFC plus forte

Dans la nouvelle normalité, nous devons tous accepter d'affronter des défis supplémentaires, ce qui signifie prendre davantage de risques et être prêt à repousser les limites. Nous devons nous montrer plus ambitieux pour l'avenir du monde, faire beaucoup plus pour construire un meilleur avenir et nous rapprocher des meilleures versions de nous-mêmes.

IFC a déjà pris de nombreuses mesures pour répondre aux besoins du moment. Nous augmentons sans cesse nos engagements en matière de climat, et tous les investissements directs devraient être alignés sur l'Accord de Paris au plus tard en 2025. Poursuivant notre travail d'établissement des normes mondiales, nous avons lancé une nouvelle taxonomie verte pour les projets ayant un impact positif sur le climat et produit des lignes directrices pour la finance bleue, afin de promouvoir l'économie bleue et sauver nos océans.

Nous continuons à développer notre capacité à nous montrer hardis tout en restant prudents. Nous mesurons l'importance de notre volonté de nous engager dans des marchés difficiles et restons déterminés à ouvrir la voie pour inciter d'autres à marcher sur nos pas. Nous prévoyons d'utiliser beaucoup plus les instruments de financement mixte, afin de rééquilibrer les risques pour les investisseurs étrangers, et n'hésiterons jamais à embrasser des idées et des innovations transformatrices. Nous le savons, tous les investissements ne seront pas couronnés de succès, mais l'impact potentiel de ceux qui porteront des fruits l'emporte largement sur les coûts encourus.

Je me réjouis particulièrement du développement de notre programme de préparation des projets en amont, *Upstream*, qui a véritablement pris de l'ampleur et fait désormais partie intégrante de nos opérations. Nous allons à présent passer à la phase d'exécution d'un solide portefeuille de projets commercialement viables, et convertir ces idées en investissements capables d'opérer des transformations visibles et de créer de nouveaux marchés ou d'élargir des marchés existants, notamment dans les pays fragiles.

Malgré toutes ces initiatives, nous pouvons encore et devons en faire beaucoup plus. Pour cette raison, nous améliorons activement la façon dont notre organisation travaille à travers le monde. Nous transformons la structure organisationnelle et les cadres décisionnels d'IFC dans le but de décloisonner les services, de promouvoir une meilleure collaboration et de simplifier la prise de décisions. Ainsi, les services de première ligne, qui maîtrisent mieux les conditions sur le terrain, peuvent répondre avec célérité et efficacité aux besoins des clients.

Je souhaite que ces transformations contribuent à optimiser les capacités d'IFC pour l'avenir. Je veux que nous soyons une organisation qui s'ouvre au changement et forme les talents. Je veux que nous ayons une culture à la fois diverse, dynamique et inclusive. Bref, je veux que nous ne soyons rien moins que les meilleurs dans l'arène mondiale du développement, pour nos clients, pour les populations et les collectivités que nous servons, et pour nous-mêmes.

Nous ne devrions pas craindre la nouvelle normalité. Elle devrait plutôt nous inciter à œuvrer pour un avenir meilleur, plus prospère.



Makhtar Diop

Directeur général

EX. 22 D'IFC : INTENSIFIER NOTRE ACTION, PRODUIRE DES RÉSULTATS

32,8 milliards de dollars

d'engagements au titre d'investissements,
contre 31,5 milliards de dollars l'exercice précédent



CLIMAT

4,4

milliards de dollars

au titre du financement de
l'action climatique
par IFC pour son
propre compte

COMMERCE

9,7

milliards de dollars

au titre
du financement
du commerce —

UN RECORD ABSOLU

75%

du montant a été
investi dans les pays IDA
et les États fragiles
et touchés par un conflit

L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC

La direction d'IFC élabore les stratégies et politiques institutionnelles et veille au déploiement efficace des ressources de l'institution. Le principal objectif étant de maximiser l'impact sur le plan du développement et de répondre aux besoins des clients. Ses membres ont, collectivement, des années d'expérience dans le domaine du développement, une large gamme de compétences spécialisées et des perspectives culturelles qui se complètent.



Makhtar Diop
Directeur général



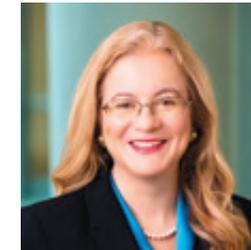
Stephanie von Friedeburg
Première Vice-présidente,
Opérations



Georgina Baker*
Vice-présidente régionale,
Amérique latine
et Caraïbes, Europe
et Asie centrale



Elena Bourghanskaia
Vice-présidente,
Soutien institutionnel



Hela Cheikhrouhou
Vice-présidente régionale,
Moyen-Orient,
Asie centrale, Türkiye,
Afghanistan et Pakistan



John Gandolfo
Vice-président
et trésorier



Mohamed Gouled
Vice-président,
Risques et finances



Ruth Horowitz
Vice-présidente,
Equity Mobilization Division
(AMC)



Susan M. Lund
Vice-président, Économie
et développement
du secteur privé



Alfonso Garcia Mora
Vice-président régional,
Asie et Pacifique



Mary-Jean Moyo
Chef du personnel



Emmanuel Nyirinkindi
Vice-président,
Solutions transversales



Sérgio Pimenta
Vice-président régional,
Afrique



Christopher Stephens
Vice-président
et conseiller juridique,
Risques juridiques et risques
de non-conformité

Au 30 juin 2022

*A pris sa retraite en octobre 2021

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE : RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE 2022

ENGAGEMENTS MONDIAUX

Durant l'exercice 22, le Groupe de la Banque mondiale a apporté des financements indispensables ; mené des études et des analyses approfondies ; et collaboré avec des États, le secteur privé et d'autres institutions pour aider les pays en développement à répondre à des besoins urgents et à renforcer la résilience sur fond de crises concomitantes et de fragilité grandissante.

104,4 M

(MILLIARDS) DE DOLLARS

de prêts, dons, prises de participation et garanties
en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales.
La répartition par région tient compte de la classification des pays par la Banque mondiale.

ASIE DE L'EST
ET PACIFIQUE

12,7M

(MILLIARDS) DE DOLLARS

EUROPE
ET ASIE CENTRALE

15,3M

(MILLIARDS) DE DOLLARS

AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES

17,4M

(MILLIARDS) DE DOLLARS

MOYEN-ORIENT
ET AFRIQUE DU NORD

6,7M

(MILLIARDS) DE DOLLARS

ASIE
DU SUD

13,5M

(MILLIARDS) DE DOLLARS

AFRIQUE
SUBSAHARIENNE

38,5M

(MILLIARDS) DE DOLLARS

Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de savoirs pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la même détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BIRD)

Accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA)

Accorde des financements à des conditions très concessionnelles aux gouvernements des pays les plus pauvres.

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (IFC)

Octroie des prêts, offre des garanties, apporte des fonds propres, fournit des services-conseil et des services de développement de projets, et mobilise des capitaux supplémentaires auprès d'autres sources pour stimuler les investissements privés dans les pays en développement.

L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS (MIGA)

Fournit des assurances contre les risques politiques et des services de rehaussement du crédit pour les investisseurs et les prêteurs, afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes.

LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI)

Donne accès à des mécanismes internationaux d'arbitrage et de règlement des différends liés aux investissements.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

Par exercice, en millions de dollars

Groupe de la Banque mondiale	2022	2021	2020	2019	2018
Engagements ^a	104 370	98 830	83 547	68 105	74 265
Décaissements ^b	67 041	60 596	54 367	49 395	45 724
BIRD					
Engagements ^c	33 072	30 523	27 976	23 191	23 002
Décaissements	28 168	23 691	20 238	20 182	17 389
IDA					
Engagements ^c	37 727 ^d	36 028 ^d	30 365 ^d	21 932 ^d	24 010 ^d
Décaissements	21 214 ^d	22 921 ^d	21 179 ^d	17 549	14 383
IFC					
Engagements ^e	22 229	20 669	17 604	14 684	19 027
Décaissements	13 198	11 438	10 518	9 074	11 149
MIGA					
Émission brute	4 935	5 199	3 961	5 548	5 251
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	6 407	6 411	3 641	2 749	2 976
Décaissements	4 461	2 546	2 433	2 590	2 803

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

e. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE D'IFC EN 2022

IFC mène ses opérations conformément à sa stratégie IFC 3.0 approuvée par le Conseil d'administration et à la version actualisée de la Stratégie et perspectives d'activités d'IFC pour les exercices 22-24.

Principales données financières

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2022	2021	2020	2019	2018
Revenu net (perte nette) ¹	(464)	4 209	(1 672)	93	1 280
Dons à l'IDA	–	213	–	–	80
Revenu (perte) avant dons à l'IDA	(464)	4 422	(1 672)	93	1 360
Total actifs	99 010	105 264	95 800	99 257	94 272
Investissements	44 093	44 991	41 138	43 462	42 264

Principaux ratios

Ratio de liquidité global	111 %	114 %	96 %	104 %	100 %
Ratio d'endettement	1,6	2,1	2,2	2,2	2,5
Capitaux disponibles (en milliards de dollars)	32,5	30,7	28,2	27,8	24,7
Capitaux requis (en milliards de dollars)	20,1	20,5	20,3	21,8	20,1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	4,4 %	4,9 %	6,3 %	4,7 %	5,1 %

1. Ces résultats financiers ne se prêtent pas à des comparaisons directes en raison de l'adoption le 1^{er} juillet 2019 de la norme comptable révisée ASU 2016-01. Par conséquent, toutes les plus-values et moins-values latentes au titre des participations sont comptabilisées dans le revenu net depuis l'exercice 19.

Principales données opérationnelles

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2022	2021	2020	2019	2018
Engagements au titre d'investissements¹	32 825	31 500	28 430	24 890	30 699
Engagements au titre d'investissements à long terme					
POUR LE COMPTE D'IFC	12 569	12 474	11 135	8 920	11 629
Nombre de projets	296	313	282	269	366
Nombre de pays	68	71	67	65	74
RESSOURCES MOBILISÉES²	10 596	10 831	10 826	10 206	11 671
Prêts syndiqués	3 475	3 647	4 989	5 824	7 745
Initiatives d'IFC et autres	3 311	3 693	3 370	2 857	2 619
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	248	244	50	388	263
Ressources mobilisées au titre de services-conseil ³	3 562	3 246	2 417	1 137	1 044
TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME	23 166	23 305	21 961	19 126	23 301
Engagements au titre d'investissements à court terme					
Engagements annuels ⁴	9 659	8 195	6 469	5 764	7 398
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	13 198	11 438	10 518	9 074	11 149
Prêts syndiqués	2 589	1 309	2 231	2 510	1 984
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	15 787	12 747	12 749	11 584	13 133
Exposition du portefeuille⁵					
Nombre d'entreprises	1 848	1 822	1 880	1 930	1 977
Pour le compte d'IFC	63 763	64 092	58 650	58 847	57 173
Prêts syndiqués	15 235	15 658	16 161	15 787	16 210
EXPOSITION TOTALE DU PORTEFEUILLE	78 998	79 750	74 811	74 635	73 383
Services-conseil					
Dépenses au titre du programme de services-conseil	250,6	244,0	274,4	295,1	273,4
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁶	51 %	54 %	57 %	59 %	57 %

- Les engagements au titre d'investissement englobent les engagements au titre d'investissements à long terme et les engagements au titre d'investissements à court terme.
- Les « ressources mobilisées » sont les financements provenant d'entités autres qu'IFC ou faisant l'objet d'un dispositif de partage des risques mis à la disposition des clients aux conditions du marché grâce à la participation active et directe de la Société. Ne comprennent pas un montant de 895 millions de dollars au titre de participations non financées aux risques, qui est inclus dans les ressources mobilisées pour le compte d'IFC.
- Les ressources mobilisées au titre de services-conseil comprennent les financements privés provenant de tiers affectés à des projets de partenariats public-privé par suite de l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal. Elles comprennent aussi les ressources mobilisées par les Services de conseil financier aux entreprises (Corporate Finance Services), pour des projets au titre desquels IFC a assuré des services-conseil dans le but d'aider ses clients du secteur privé à pénétrer sur de nouveaux marchés, à diversifier et restructurer leurs opérations ou à attirer de nouveaux investisseurs.
- Le rapport annuel de l'exercice 20 indique le montant moyen du solde des financements à court terme pour les exercices 17-19. Le rapport annuel de l'exercice 21 a décrit les engagements au titre d'investissements à court terme pour les exercices 17-21. Dans le rapport annuel de l'exercice 20, les engagements au titre d'investissements à court terme s'élevaient à 6 473 millions de dollars. Ce chiffre a été révisé à la baisse à 6 469 millions de dollars. Les financements à court terme comprennent les montants relatifs au Programme mondial de financement du commerce et au Programme mondial de financement des fournisseurs.
- L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées. IFC enregistre ses titres de participation de manière différente depuis le 1^{er} juillet 2018, par suite des changements apportés aux normes comptables. Elle utilise de ce fait l'expression « exposition du portefeuille » pour indiquer que, contrairement aux montants décaissés et en cours, les investissements sous forme de participations sont évalués à leur juste valeur marchande. L'exposition du portefeuille pour le compte d'IFC, à compter de l'exercice 19, n'est donc pas directement comparable aux données des années antérieures.
- Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

Engagements à long terme, Ex. 22

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC, au 30 juin 2022

Total	12 569	100,00 %
Par branche d'activité		
Marchés financiers	6 189	49,24 %
Infrastructures	1 596	12,70 %
Industrie manufacturière	1 093	8,69 %
Santé et éducation	809	6,44 %
Fonds	765	6,09 %
Agro-industrie et foresterie	706	5,62 %
Télécommunications et technologies de l'information	656	5,22 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	655	5,21 %
Ressources naturelles ¹	100	0,80 %
Par région		
Amérique latine et Caraïbes	3 164	25,17 %
Asie de l'Est et Pacifique	2 965	23,59 %
Afrique	2 643	21,02 %
Asie du Sud	1 605	12,77 %
Asie centrale et Türkiye	1 024	8,15 %
Europe	906	7,20 %
Moyen-Orient	254	2,02 %
Monde	8	0,07 %
Par produit		
Prêts ²	10 190	81,07 %
Participations ³	1 622	12,90 %
Garanties	720	5,72 %
Produits de gestion des risques	38	0,30 %

1. Comprend les activités d'IFC dans la branche pétrole, gaz et mines.

2. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

3. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

Exposition du portefeuille, Ex. 22⁴

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC, au 30 juin 2022

Total	63 763	100 %
Par branche d'activité		
Marchés financiers	24 312	38 %
Infrastructures	9 058	14 %
Fonds	6 605	10 %
Industrie manufacturière	4 471	7 %
Santé et éducation	4 037	6 %
Agro-industrie et foresterie	3 951	6 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	3 826	6 %
Financement du commerce	3 406	5 %
Télécommunications et technologies de l'information	2 644	4 %
Ressources naturelles ¹	1 451	2 %
Par région⁵		
Afrique	13 345	21 %
Amérique latine et Caraïbes	12 956	20 %
Asie de l'Est et Pacifique	12 593	20 %
Asie du Sud	8 637	14 %
Monde	5 641	9 %
Asie centrale et Türkiye	4 357	7 %
Europe	3 620	6 %
Moyen-Orient	2 614	4 %
Par produit		
Prêts ²	44 011	69 %
Participations ³	14 504	23 %
Garanties	4 883	8 %
Produits de gestion des risques	364	1 %

4. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

5. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements d'IFC⁶

Au 30 juin 2022 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

PAYS (CLASSEMENT MONDIAL)	ENGAGEMENTS AU NIVEAU DU PORTEFEUILLE (EN MILLIONS DE DOLLARS)	% DU PORTEFEUILLE MONDIAL
1 Inde	6 742	10,57 %
2 Brésil	4 223	6,62 %
3 Chine	4 212	6,61 %
4 Türkiye	3 830	6,01 %
5 Afrique du Sud	2 624	4,11 %
6 Viet Nam	2 279	3,57 %
7 Nigéria	2 242	3,52 %
8 Colombie	1 979	3,10 %
9 Indonésie	1 843	2,89 %
10 Mexique	1 457	2,29 %

6. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

Engagements à long terme par catégorie sociale et environnementale, Ex. 22

CATÉGORIE	ENGAGEMENTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	NOMBRE DE NOUVEAUX PROJETS
A	598	8
B	4 910	122
C	138	23
FI ⁷	13	1
FI-1	289	4
FI-2	4 429	95
FI-3	2 192	43
Total	12 569	296

7. La catégorie FI s'applique aux nouveaux engagements portant sur des projets existants. Pour de plus amples informations sur les définitions des catégories, consulter le site www.ifc.org/escategories.

Dépenses au titre du programme de services-conseil, Ex. 22

Montants en millions de dollars

Total	250,6	100 %
Par région		
Afrique	98,7	39 %
Monde	31,2	12 %
Asie de l'Est et Pacifique	28,9	12 %
Amérique latine et Caraïbes	26,1	10 %
Asie du Sud	20,0	8 %
Europe	19,9	8 %
Moyen-Orient	14,9	6 %
Asie centrale et Türkiye	10,9	4 %
Par domaine d'activité		
Industries d'IFC	169,7	68 %
<i>Groupe des institutions financières</i>	62,3	25 %
<i>Industrie manufacturière, agro-industrie et services</i>	44,0	18 %
<i>Services-conseil pour les transactions</i>	35,1	14 %
<i>Infrastructure et ressources naturelles</i>	22,6	9 %
<i>Technologies de rupture et fonds pour l'innovation de rupture</i>	5,7	2 %
Autres services-conseil, y compris sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance	28,9	12 %
Services-conseil régionaux pour la création des marchés	52,0	21 %

INTENSIFIER NOTRE ACTION

EN PÉRIODE D'INCERTITUDE

Cette année, les marchés émergents et les économies en développement se sont trouvés confrontés à de graves difficultés : nouvelles vagues d'infections par la COVID-19, inflation galopante, niveaux élevés de dette publique et privée et accélération des effets du dérèglement climatique. La guerre en Ukraine a amplifié l'incertitude et la fragilité grandissantes, mettant en péril la paix et la sécurité mondiales. Les chaînes d'approvisionnement, les systèmes financiers, la sécurité alimentaire et l'accès à l'énergie ont été fortement ébranlés. Les pays dans lesquels IFC mène ses opérations, dont bon nombre sont de plus en plus fragiles, ont peiné à protéger leurs économies.

IFC, qui est la plus importante institution de financement du développement dans le monde au service du secteur privé, a accru ses interventions pour aider ses clients à renforcer leur résilience face à l'incertitude persistante. Collaborant étroitement avec ses partenaires et les acteurs concernés, l'institution s'attaque à ces défis mondiaux avec un sentiment d'urgence renouvelé, visant principalement à accroître l'impact de ses actions. Ensemble, ils trouvent des solutions nouvelles permettant d'exploiter la puissance du secteur privé pour venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Le rôle d'IFC est de rapprocher les personnes des emplois et des services essentiels alors même que les finances publiques se trouvent affaiblies par la pandémie, les conflits et le changement climatique. La Société aide les pays à se raffermir en développant les chaînes d'approvisionnement, en facilitant les flux commerciaux, en comblant le fossé numérique, en proposant des solutions commerciales tenant compte du climat et en consolidant les systèmes de soins de santé. Sa priorité est d'atteindre des résultats quantifiables se traduisant par des avantages nets et un impact fort sur le développement, dans le but de réaliser une reprise verte, résiliente et inclusive dans l'ensemble du monde en développement.

Les maîtres-mots de son action cette année étaient :

INNOVATION

INCLUSION

ÉTABLISSEMENT DE NORMES

Axant ses efforts sur un ensemble de questions cruciales, IFC a continué à explorer de nouvelles voies pour le développement du secteur privé, trouvant les moyens de montrer le chemin dans un climat d'incertitude et promouvant la croissance pour les années à venir. Elle a aussi continué à s'adapter pour répondre aux besoins changeants de ses clients, devenant plus agile et plus diligente pour relever les défis de l'heure.



Supervision de la modernisation de systèmes de réfrigération respectueux du climat (Roumanie)

ÉCHOS DES CLIENTS ET DES PARTENAIRES

TRAVAILLER ENSEMBLE

IFC collabore avec un éventail de clients et de partenaires plus varié que jamais. Quelques-uns ont bien voulu partager leurs impressions cette année.

ATTEINDRE LES RÉSULTATS

Oleksandr Mostipan

Propriétaire de Nyva Pereyaslavshchyny (Ukraine)

Soutien pendant la crise

« Au cours des premières semaines qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, IFC a entrepris de soutenir Nyva, l'une des principales entreprises ukrainiennes de production alimentaire. Le financement du fonds de roulement dont nous avons bénéficié nous a permis de limiter les potentielles perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de répondre aux préoccupations concernant la sécurité alimentaire... Tous nos 1 700 salariés ont gardé leur emploi et sont payés à temps. Nous pouvons acquitter nos impôts nationaux et locaux et menons aussi des actions caritatives pour aider les populations locales. »

Sa Majesté la Reine Máxima

DES PAYS-BAS

La mandataire spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le financement inclusif du développement, intervenant lors de la réunion mondiale du Réseau banque et finance durables organisée par IFC.

Renforcer le soutien mondial en faveur de la finance inclusive

« Reconnaissons par-dessus tout cette vérité fondamentale : il n'y a pas de stabilité sans inclusion, et pas de financement durable sans financement inclusif. »

Tarek Assaad

Directeur associé de Algebra Ventures, le premier fonds de capital-risque au monde portant sur l'Égypte et faisant partie du portefeuille mondial de capital-risque d'IFC d'une valeur de 1,6 milliard de dollars.

Financer une vision

« Depuis le premier jour, IFC est l'un de nos plus solides partenaires. Elle a cru en notre vision alors que le capital-risque n'existait pas à proprement parler en Égypte. »

Rafael Benini

Directeur de Empresa de Planejamento e Logística, un organisme public brésilien qui collabore avec IFC pour attirer 16 milliards de dollars d'investissements privés pour 6 000 kilomètres de nouvelles concessions routières.

Promouvoir l'innovation

« Grâce au soutien d'IFC, nous introduisons des innovations dans le modèle de concession routière au Brésil, qui contribuent à stimuler des investissements indispensables d'un large éventail d'acteurs locaux et internationaux du secteur privé. L'une des caractéristiques les plus remarquables de ce nouveau modèle est le respect des normes de performance d'IFC, qui permet aux projets d'appliquer des normes environnementales et sociales élevées reconnues au niveau international. C'est un aspect fondamental qui non seulement nous permet d'attirer l'attention des investisseurs, mais aussi de garantir la viabilité à terme des concessions. »

Simballa Sylla

Directeur général de Mali Shi, une société de transformation des noix de karité. Sa croissance augmentera les revenus de près de 120 000 petits collecteurs vivant non loin de Bamako.

Relever les normes

« Les services financiers et consultatifs d'IFC nous aideront à satisfaire aux normes internationales dans un secteur où les exigences de qualité de nos clients internationaux sont très élevées. »

Yasmine Mokhtar

Responsable financier en chef de HSA Group, la première entreprise de production d'aliments de base au Yémen et l'une des principales parties prenantes dans l'assistance que le Programme alimentaire mondial fournit dans le pays.

Poursuivre les opérations

« Le financement du fonds de roulement apporté par IFC a été pour nous une véritable bouée de sauvetage. »

Iván Duque

PRÉSIDENT DE LA COLOMBIE 2018–2022

Au sujet des avantages du programme de certification des constructions écologiques EDGE promu par IFC. Grâce au soutien de EDGE, la Colombie enregistre aujourd'hui le taux de certification de constructions écologiques le plus élevé dans le monde en développement.

Atteindre les objectifs climatiques

« Le programme de certification EDGE est un succès en Colombie parce qu'il comporte trois éléments essentiels d'une stratégie de viabilité : il procure des bienfaits quantifiables sur le plan environnemental, utilise la finance verte et contribue au bien-être social de ceux qui en ont le plus besoin. »

Strive Masiyiwa

Fondateur et PDG de Cassava Technologies, dont l'une des entreprises est Liquid Intelligent Technologies, premier fournisseur indépendant de fibre et de services numériques en Afrique.

Développer l'économie numérique de l'Afrique

« IFC et nous entretenons une relation de longue date, car nous avons tous deux pour mission de développer le continent africain. Grâce au soutien que nous apporte aujourd'hui IFC sous forme de capitaux à long terme, nous pouvons aller dans des régions qui nous auraient été inaccessibles en tant qu'entité purement commerciale. Nous commençons à nous rendre dans les zones rurales les plus reculées, apportant la connectivité dans les écoles et les hôpitaux et permettant à nos jeunes d'entrer dans l'économie numérique à moindre coût. »



Renforcement des chaînes agroalimentaires (Kenya)

RÉSILIENCE ET OPPORTUNITÉS

Le personnel d'IFC incarne un ensemble remarquablement diversifié de compétences, d'expériences et d'origines.

Bon nombre ont passé une grande partie de l'année à braver l'incertitude, multipliant des initiatives marquantes pour permettre à IFC de remplir sa mission, malgré les conditions difficiles. Voici quelques-unes de leurs histoires.

Oleg Kudashov

Vienne (Autriche)

« Nous ne partirons pas. Nous disons aux autorités publiques "Nous restons à vos côtés. Nous avons hâte d'accompagner la reconstruction de l'Ukraine." »

Depuis 2015, Oleg Kudashov travaille sans relâche dans son pays d'origine, l'Ukraine, où il participe à la conception de partenariats public-privé historiques dans le domaine des transports, dont certains sont censés remédier au sous-investissement chronique dans des ports très importants. Tout allait bien en février 2022, de nouveaux opérateurs privés ayant accepté d'investir un montant cumulé de 137 millions de dollars dans les ports de Kherson et Olvia sur la mer Noire, et des efforts étant en cours pour attirer d'autres investisseurs pour un projet de modernisation d'une envergure plus grande à Chornomorsk. Puis, la Russie envahit l'Ukraine. Toutes les activités durent être suspendues, la plupart des employés du bureau de Kiev étant évacués. Fort heureusement, les ports ont subi peu de dommages jusqu'à présent. Dès que les circonstances s'y prêteront, Kudashov et ses collègues sont prêts à reprendre les activités là où ils les ont laissées pour rendre l'infrastructure du commerce maritime plus efficace en Ukraine.





Milica Sredanovic

Belgrade (Serbie)

« Nous sommes là pour trouver les moyens de faire avancer un bon projet. »

La pandémie n'a pas pu empêcher Milica Sredanovic, la responsable de l'équipe chargée des investissements de monter un financement d'IFC d'un montant de 222,2 millions de dollars pour un projet de modernisation de l'aéroport Almaty au Kazakhstan, placé sous la direction d'un nouvel opérateur, l'entreprise turque TAV Airports. Les négociations ont démarré en mars 2020, en même temps qu'éclatait la pandémie. Les discussions se sont très vite tenues en ligne, se poursuivant en mode virtuel pendant de nombreux mois. À toute heure, Sredanovic et son équipe coordonnaient à distance les échanges entre plusieurs acteurs se trouvant à des endroits différents, jusqu'aux premiers accords conclus en septembre 2021. Le cadre réglementaire du pays et l'intervention pour la première fois de gestionnaires d'aéroports professionnels ont posé d'énormes problèmes, ce qui a de nouveau mis en évidence la force des liens entre IFC et TAV, un client de longue date. Puis, alors que le montage financier était près d'être bouclé en janvier 2022, des troubles politiques inattendus au Kazakhstan ont pris de court tous les intervenants dans le projet. Mais à force de persévérance, le projet a finalement pu se poursuivre. Aujourd'hui un nouveau terminal est enfin en train d'être construit à Almaty, la plaque tournante du transport aérien en Asie centrale.

Angelo Tan

Manille (Philippines)

« Notre travail n'a jamais paru aussi urgent qu'aujourd'hui. »

Les Philippines sont l'un des pays d'Asie de l'Est et du Pacifique qui s'urbanisent le plus rapidement, bien que les nouveaux projets immobiliers finissent trop souvent par accroître la dégradation de l'environnement et la vulnérabilité climatique. Depuis qu'il a rejoint IFC en 2020 comme responsable des opérations, Angelo Tan n'a eu de cesse d'accroître la viabilité du secteur immobilier aux Philippines. Qu'est-ce qui l'a rendu le plus heureux ? Pour la première fois cette année, la certification EDGE pour les constructions écologiques a été délivrée et l'indice de résilience des bâtiments mesuré dans sa ville natale, La Union. Tan est fier d'être le témoin du développement des constructions écologiques aux Philippines, où les bâtiments résidentiels et commerciaux consomment la moitié de l'énergie distribuée.





Steffie Mahoro

Bujumbura (Burundi)

« Il est crucial d'avoir des gens sur le terrain. Si vous voulez faire des affaires dans un pays, vous devez être présent et nouer des liens avec les autorités publiques et le secteur privé. »

Depuis le Burundi où elle est basée, Steffie Mahoro a contribué à la rédaction du rapport sur le premier diagnostic du secteur privé local réalisé conjointement par IFC et la Banque mondiale, en définissant les priorités pour le développement du secteur privé que les autorités publiques ont aujourd'hui adoptées. Le rapport souligne la nécessité d'améliorer l'accès des petites et moyennes entreprises nationales au crédit. En réponse à ce problème, IFC a consenti un prêt de 5 millions de dollars à la CRDB Bank au Burundi, en appui au crédit aux petites entreprises. Ce nouveau prêt est le premier investissement d'IFC dans le pays depuis neuf ans. L'appui à l'investissement devrait se multiplier au cours des prochaines années dans le cadre de l'initiative d'IFC pour la fragilité en Afrique (*Africa Fragility Initiative*), un programme doté de 74 millions de dollars destiné à stimuler l'investissement dans les pays ayant les plus grands besoins en matière de développement, mais dans lesquels les coûts des entreprises sont élevés et les difficultés opérationnelles sont énormes.

Marcela Ponce

Mexico City (Mexique)

« Des relations de longue date et des interventions précoces en matière de partage des connaissances ont été déterminantes pour préparer cette opération innovante. »

Le Guatemala est très vulnérable aux effets du changement climatique, l'essentiel de son PIB étant produit dans des zones présentant d'importants risques climatiques. Mais jusqu'à cette année, aucune banque nationale n'avait pris de mesures significatives pour y remédier, fermant ainsi une importante source potentielle d'investissements.

Grâce à sa grande connaissance de l'évolution mondiale de la banque verte, Marcela Ponte, spécialiste du financement climatique à IFC, et ses collègues des équipes chargées des investissements et des services-conseil ont entrepris en 2018 de travailler avec Banco G&T Continental, un vieux client d'IFC au Guatemala. Depuis lors, ils se sont employés patiemment à sensibiliser les institutions aux nombreuses opportunités présentes dans le domaine de la durabilité à travers l'académie de la banque verte (*Green Banking Academy*) d'IFC, une initiative de partage des connaissances et de renforcement des capacités destinée à aider les banques à s'écologiser. Grâce à leur travail, IFC a accordé un nouveau prêt subordonné d'un montant de 80 millions de dollars à la banque, ce qui lui permet de s'engager dans le financement climatique. Banco G&T Continental est désormais la première institution financière du pays à offrir aux petites et moyennes entreprises des services axés sur la construction écologique et la maîtrise de l'énergie. Les services-conseil connexes d'IFC aideront cette banque à développer une nouvelle gamme importante de services, lui permettant ainsi de proposer des solutions climato-intelligentes à travers le Guatemala.





Anissa Kanoun

Dubaï
(Émirats arabes unis)

« Dans une période de crise, nous avons pu accompagner notre client dans une initiative visant à stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat et à créer des emplois dans une région inexploitée comme la Cisjordanie et Gaza. Il est important de changer les choses dans des moments difficiles. C'est pour cette raison que j'ai rejoint IFC — pour des interventions comme celle-là. »

En Cisjordanie et à Gaza, de nombreux fondateurs d'entreprises peinent à accéder au financement et au parrainage dont ils ont besoin pour se développer. La solution d'IFC à ce problème est un investissement de 2,5 millions de dollars dans Ibtikar Fund II, une société de capital-risque ciblant les startups technologiques palestiniennes. Cet investissement est complété par un montant supplémentaire de 500 000 dollars de l'Initiative de financement des femmes chefs d'entreprise (We-Fi), qui vise à apporter un appui constant aux startups féminines.

La responsable des investissements, Anissa Kanoun, s'est attelée à préparer cette opération en avril et en mai 2021, au moment où éclatait un nouveau cycle de conflits armés. Elle ne s'est pas laissé abattre par cette situation difficile, la considérant plutôt comme une occasion de bâtir un avenir meilleur pour la Cisjordanie et Gaza.



Saramory (Sary) Kampo

ET
Fatoumata (Mimi) Keita

Conakry (Guinée)



« L'exploitation minière est de loin le plus gros secteur de l'économie guinéenne. Nous nous employons à étendre plus généralement ses bienfaits aux collectivités et aux entreprises locales en Guinée, particulièrement l'autonomisation des femmes et des jeunes. »

La Guinée regorge de ressources naturelles, notamment le plus grand gisement mondial de bauxite, le minerai servant à produire l'aluminium.

En collaborant étroitement avec la Banque mondiale, le Gouvernement canadien, les institutions des Nations Unies, les clients d'IFC, le Gouvernement guinéen, les organisations communautaires locales, la société civile et d'autres acteurs, Sary Kampo et Mimi Keita ont piloté un programme à multiples volets qui affiche plusieurs résultats en matière de développement durable de la bauxite. On peut citer à cet égard le marché des acheteurs et des fournisseurs (*Buyers and Suppliers Marketplace*), une initiative de promotion de l'emploi local et de relations interentreprises autour d'une plateforme numérique. Depuis son lancement en 2018, le projet a aidé les petites et moyennes entreprises guinéennes à accroître leur compétitivité, comme en témoigne la signature de contrats valant plus de 16 millions de dollars avec des acteurs du secteur des ressources naturelles. Des opportunités sont à présent également recherchées dans d'autres secteurs d'activité. L'équipe encourage en outre l'inclusion des genres dans le secteur minier et l'adoption de moyens de subsistance de substitution pour des centaines de femmes et de jeunes des communautés d'accueil.

LA PAROLE AUX BÉNÉFICIAIRES

ÉCHOS DES POPULATIONS QUE NOUS SERVONS

Par ses investissements, ses services de conseil et une large gamme d'initiatives plus larges, IFC change des vies. Voici des réflexions de quelques-uns des bénéficiaires de nos actions les plus récentes.

Gabriel Muli

Kenya

Co-proprétaire de **Elex Products**, une petite entreprise kényane qui a changé de cap pour se lancer dans la production de gel désinfectant pour les mains grâce à un financement de la Co-operative Bank of Kenya, un client d'IFC.

Changement de cap durant la pandémie

« Bref, la pandémie nous a donné la possibilité de servir notre communauté en fournissant des désinfectants et de manifester notre empathie à ceux qui avaient perdu leur travail en créant des opportunités d'emploi. Nous avons pu adapter nos activités et prendre des décisions rapides grâce au soutien dont nous bénéficions. »

Remzi Bala

Kosovo

Dont la petite ferme familiale peut résister aux perturbations du marché grâce au financement qu'il a reçu de **KEP Trust**, une institution de microfinance ayant bénéficié des concours d'IFC durant la pandémie.

Améliorer les conditions de vie

« Je peux acheter des livres et des vêtements pour mes quatre enfants — sans inquiétude aucune. »

Hina Khan

Pakistan

Une employée de **Artistic Milliners** au Pakistan, qui a ouvert sa première garderie sur le lieu du travail grâce au soutien d'IFC dans une volonté d'accroître son personnel féminin.

Apaiser les esprits

« J'avais l'habitude de laisser mon enfant chez la voisine, la logeuse ou des parents. Je le laissais là, mais mon cœur n'était pas tranquille. Je me sens mieux maintenant que mon enfant fréquente la garderie. Je n'éprouve plus aucune pression. Je suis beaucoup plus détendue au travail. »

Javier Hernández

Honduras

Un des 3 000 petits exploitants honduriens qui ont amélioré leurs récoltes grâce au financement fourni par IFC par le biais de son programme *Agromoney* à son client local **Grupo Cadelga**.

Crédit rural

« J'ai été impressionné par l'excellent service fourni par les personnes chargées d'octroyer les prêts. J'aime la facilité avec laquelle l'on peut obtenir un crédit. »

Siny Samba

Sénégal

Directrice générale de **Le Lionceau**, une entreprise sénégalaise de production d'aliments pour bébé, qui élargit son marché de nourriture pour bébé produite localement en Afrique de l'Ouest. Samba utilise le financement reçu d'un groupe d'investissement dans les PME, client d'IFC, pour aider les agriculteurs de sa chaîne d'approvisionnement à devenir plus efficaces.

Entrepreneuriat dynamique

« Plus vous aidez [les petits exploitants locaux] à développer leurs capacités, plus efficaces seront leurs rendements et plus de marchés pourront être créés. Tout le monde y gagne. »

Malek Sukkar

Pakistan

Directeur général de **Averda**, une entreprise de gestion des déchets basée à Dubaï qui étend ses solutions innovantes à de nouveaux marchés grâce à une enveloppe de financement d'IFC d'un montant de 30 millions de dollars.

Croître pour plus d'impact

« Ce prêt d'IFC nous aidera tous en accélérant considérablement la mise en œuvre de nos projets de promotion de la durabilité à Oman, au Maroc et en Afrique du Sud. »

Geetha Manjunath

Inde

PDG et fondateur de **NIRAMAI**, un dispositif médical bon marché reposant sur un logiciel utilisé pour détecter le cancer du sein au stade précoce. NIRAMAI est l'une des startups lauréates sélectionnées par un panel d'experts dans le cadre du *Global Women's Health Tech Awards*, récompense sponsorisée par IFC, la Banque mondiale et la Consumer Technology Association.

Offrir une reconnaissance internationale

« Remporter ce prix est très important pour l'équipe de NIRAMAI, qui s'est évertuée à créer un nouvel outil de détection du cancer du sein et à proposer cette solution aux femmes en Inde, mais aussi dans le monde entier. »

LUTTE CONTRE LA COVID-19

PRIORITÉ À
UNE REPRISE
RÉSILIENTE

Photo gauche et droite :
Biological E. Limited (Inde)

Alors que les conséquences néfastes de la pandémie continuent de se faire sentir, IFC n'a cessé de financer à grande échelle les efforts de lutte contre la COVID-19 durant l'exercice 22, accompagnant ses clients en cette période volatile et incertaine. Elle a concentré son action sur trois domaines complémentaires : le secours, la restructuration et une reprise résiliente. Ses financements ciblent les régions et les populations qui en ont le plus besoin, et sont souvent complétés par des ressources mobilisées auprès d'autres acteurs.

Créé en 2020, le mécanisme de financement rapide pour la lutte contre la COVID-19 d'IFC a vu son enveloppe passer de 8 milliards à 8,6 milliards de dollars. Le mécanisme englobe le Programme de la base de la pyramide destiné aux prestataires de services financiers qui ciblent les emprunteurs à faible revenu. Le programme, qui apporte une aide supplémentaire aux personnes les plus pauvres et les plus touchées par la pandémie, totalisait lors de son lancement l'année dernière 400 millions de dollars, auxquels s'est ajouté cette année un financement de 200 millions de dollars.



8,6 MILLIARDS DE DOLLARS DE FINANCEMENTS

LE MÉCANISME DE FINANCEMENT RAPIDE POUR LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 D'IFC A CONTRIBUÉ À SAUVER À LA FOIS DES VIES ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE

Le mécanisme a fourni plus de 7,4 milliards de dollars en vue du financement de 104 projets qui apportent des liquidités, des fonds de roulement et des financements commerciaux, particulièrement dans les secteurs d'activité les plus touchés par la COVID-19, par exemple les services financiers et l'industrie manufacturière. Les travaux d'IFC faisaient partie intégrante de la riposte générale du Groupe de la Banque mondiale à la crise, qui avait pour but de sauver tant les vies que les moyens de subsistance.

Les campagnes de vaccination étant bien engagées dans de nombreux pays, IFC a focalisé son attention sur les régions affichant les besoins les plus importants. Ses 30 millions de dollars de financement en faveur de Biological E. Limited aideront l'entreprise indienne à accroître la fourniture de vaccins génériques à faible coût pour la vaccination systématique des enfants et à élargir son offre avec de nouveaux vaccins. La conclusion de nouveaux accords avec l'Institut Pasteur de Dakar au Sénégal et le Conseil national de développement du Rwanda augmentera la production de vaccins à travers l'Afrique.

S'appuyant sur sa Plateforme sanitaire mondiale, IFC a aussi accru la fourniture de vaccins, d'équipements de protection individuelle et de fournitures médicales dans toutes les économies émergentes. Créée en 2020, cette plateforme dotée de 4 milliards de dollars fournit des financements pour aider des entreprises locales à accroître leur offre d'équipements et de services médicaux essentiels. En février 2022, le Conseil d'administration a prolongé d'une année et demie la durée de vie de la plateforme. À ce jour, IFC a investi 1,1 milliard de dollars environ sur ses fonds propres et mobilisé 576 millions de dollars supplémentaires auprès d'autres parties prenantes. À la fin de l'exercice 22, la réserve de projets d'investissements d'IFC au titre de la plateforme s'évaluait à près de 800 millions de dollars.

L'INVASION DE L'UKRAINE ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

RÉPONDRE À DES CRISES INTERCONNECTÉES

Bien avant la guerre en Ukraine, la reprise était loin d'être uniforme dans le monde, les marchés émergents et les économies en développement peinant à suivre les nations les plus riches. La guerre a provoqué de nouvelles ondes de choc, compromettant un peu plus les chances de reprise. La Russie et l'Ukraine font partie des principaux producteurs et exportateurs de blé, de maïs, d'orge, de graines de tournesol et d'huile de tournesol dans le monde. La Russie est aussi un important fournisseur de pétrole brut et de gaz naturel, en plus de l'engrais et de produits agricoles. L'arrêt de ces approvisionnements a entraîné une flambée des prix qui agit négativement sur les échanges et le bien-être à l'échelle mondiale, les plus touchés étant les pays en développement qui s'appuient sur les importations pour nourrir leurs populations.

IFC a rapidement apporté des financements pour répondre aux besoins en fonds de roulement de ses clients ukrainiens, ce qui a permis de maintenir l'accès aux denrées alimentaires, au carburant et aux médicaments. Des crédits commerciaux étaient aussi disponibles pour soutenir les importations de fournitures essentielles. IFC a renfloué l'un des principaux producteurs agricoles ukrainiens, lui permettant d'engager les semences de printemps et d'acheter des graines pour atténuer les craintes concernant la sécurité alimentaire. Il lui est

cependant apparu que d'autres pays de la région auraient aussi besoin d'aide pour amortir les effets de la guerre. L'institution a compris que la flambée des prix alimentaires toucherait très durement des pays en développement déjà bien en peine de nourrir leurs populations.

Par conséquent, elle se prépare à lancer deux nouvelles plateformes de financement :

- La première plateforme soutiendrait des projets en Ukraine, au moyen de financements mixtes. La priorité serait accordée aux investissements aidant à renforcer la résilience des entreprises, soutenant les personnes déplacées et les municipalités touchées et répondant aux besoins logistiques et énergétiques immédiats.
- La deuxième plateforme promouvrait la sécurité alimentaire mondiale. La plateforme mondiale pour la sécurité alimentaire facilitera le commerce des produits alimentaires et la fourniture d'intrants aux agriculteurs, encourageant l'efficacité dans la production et l'efficacité dans la distribution des produits alimentaires dans les pays de destination, en plus d'améliorer la résilience du système alimentaire mondial.



MAINTENIR LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Dans les moments d'incertitude, il est essentiel de préserver l'accès aux financements commerciaux pour maintenir les entreprises à flot et protéger les emplois, particulièrement dans les marchés émergents. Mais face à la conjoncture difficile, marquée aujourd'hui par les perturbations des chaînes d'approvisionnement, la montée de l'inflation et les craintes liées à la sécurité alimentaire, de nombreuses banques internationales se désengagent du financement du commerce. Leur départ limite considérablement la capacité des prêteurs locaux à financer les besoins des clients en matière d'importation et d'exportation.

Cette situation crée une demande sans précédent des plateformes de financement du commerce et des chaînes d'approvisionnement d'IFC. Celle-ci a rapidement comblé le vide en aidant à atténuer les risques dans les marchés difficiles offrant peu de crédits commerciaux. Les engagements combinés se sont accrus de 14 % par rapport à l'année dernière, atteignant leur niveau record à 9,7 milliards de dollars. Près de 75 % de ce montant a été investi dans les pays à faible revenu et les pays fragiles. Les financements commerciaux d'un montant allant jusqu'à 24 millions de dollars qu'IFC a fournis aux filiales de Vista Bank en Guinée et au Burkina Faso (12 millions de dollars chacune) aideront ces banques à financer les importations de produits alimentaires, de matières premières, de produits pétroliers raffinés, d'équipements, de biens de consommation et d'autres articles importants. En intégrant le programme mondial de financement du commerce d'IFC, Vista Bank aura accès à un réseau de banques correspondantes, ce qui lui permettra de mieux répondre aux besoins de financement des PME.

IFC a investi plus de 200 milliards de dollars à l'appui du commerce dans les pays en développement depuis 2004 et prévoit d'investir un montant supplémentaire de près de

100 milliards de dollars d'ici à 2030. Cette année, elle a entrepris de préparer une initiative visant le redressement du commerce et des chaînes d'approvisionnement en Afrique, sa dotation d'un milliard de dollars devant servir à répondre aux besoins de financement du commerce et des chaînes de valeur à travers le continent au lendemain de la pandémie de COVID-19. Elle a aussi continué à mettre au point des produits d'allègement des exigences relatives aux fonds propres qu'elle propose aux principales banques à l'échelle mondiale, et a réalisé l'un des transferts synthétiques de risque le plus important au monde à ce jour. La garantie historique par IFC d'un portefeuille de référence de Crédit Agricole CIB d'un montant équivalant à 4 milliards de dollars permettra à cette banque d'accroître considérablement ses financements commerciaux dans les marchés émergents.

La numérisation des opérations commerciales et les blockchains définiront de plus en plus le commerce de demain. Les deux offrent de grandes possibilités de promotion de l'intégration et de l'inclusion. IFC a réalisé sa première opération commerciale numérique en juillet 2021, sous forme de garantie d'un contrat d'achat de café par la banque commerciale vietnamienne Prosperity Joint Stock Commercial Bank, à travers une plateforme numérique mondiale de financement du commerce. L'institution s'engagera davantage dans ce type d'opérations, tout en proposant des programmes de renforcement des capacités en collaboration avec l'OMC et d'autres partenaires. Nos partenariats aideront les banques et les petites et moyennes entreprises des marchés émergents à faire face aux difficultés provoquées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

**+200 MILLIARDS
DE DOLLARS**

à l'appui du
commerce dans
les économies en
développement
depuis 2004



PARTENARIATS

**COLLABORER POUR
CRÉER DES MARCHÉS
ET
MOBILISER
L'INVESTISSEMENT PRIVÉ
AU PROFIT DU DÉVELOPPEMENT**

Soins de santé de la
famille (Pakistan)

Le soutien de ses partenaires de développement est essentiel à la réussite de la mission d'IFC. Ces partenariats renforcent l'impact d'IFC en orientant les ressources vers des programmes qui améliorent la vie des personnes pauvres ; créent des emplois ; autonomisent les femmes et les jeunes ; multiplient les opportunités dans les États fragiles et touchés par les conflits ; et veillent au bien-être de la planète grâce à des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

IFC travaille en partenariat avec plus de 30 organismes publics de développement, fondations, sociétés et organisations multilatérales. Durant l'exercice 22, ses partenaires de développement ont engagé près de 175 millions de dollars au titre de ses services-conseil et ses travaux de préparation des marchés et des projets en amont (*Upstream*). Ils ont en outre engagé environ 40 millions de dollars dans des initiatives de financement mixte, qui suppose d'utiliser des montants relativement petits de ressources concessionnelles pour atténuer des risques spécifiques relatifs aux investissements et d'aider à rééquilibrer les profils risque/rémunération d'investissements pionniers ne pouvant être réalisés aux seules conditions du marché. Grâce à ces apports, IFC peut mieux renforcer les capacités des entreprises et des institutions, prendre davantage de risques et investir dans des projets à fort impact.

Ses partenaires l'accompagnent aussi dans le travail d'amélioration des normes internationales et de transfert de connaissances, tout en l'aidant à mettre en œuvre ses priorités stratégiques à l'échelle mondiale et nationale. C'est ainsi qu'IFC collabore avec lesdits partenaires sur plusieurs priorités stratégiques comme les efforts de secours et de redressement en cours, l'action climatique et la transition énergétique, la résilience des soins de santé, la sécurité alimentaire et énergétique, le regain d'attention sur la fragilité et la transformation numérique.

En tant que chef de file du marché, IFC est capable de développer de nouvelles idées et de transposer à grande échelle avec souplesse des solutions ayant prouvé leur efficacité. Établir des précédents sur le marché et produire un impact visible ouvrent la voie à d'autres, ce qui permet de mobiliser des sources de capital supplémentaires afin d'avoir un impact sur le développement. Le contexte opérationnel

dans le monde d'aujourd'hui rend ce travail plus complexe, plus incertain, plus urgent. IFC réagit de façon dynamique, collaborant avec un éventail sans cesse grandissant de partenaires de développement.

Ses partenariats s'établissent de plus en plus au travers de plateformes thématiques et nationales multisectorielles, qui offrent un moyen stratégique et efficace de collaborer et de regrouper les ressources de plusieurs partenaires ayant des visions et des objectifs communs. IFC a lancé des plateformes pour des initiatives innovantes en matière de climat, de soins de santé, de fragilité, de PME et d'autres domaines, et prévoit la création de nouvelles plateformes au cours de l'année à venir en réponse à des priorités nouvelles. Ces plateformes offrent la souplesse voulue pour financer plusieurs projets, accélérant la capacité d'IFC à créer des marchés, à maximiser l'impact sur le développement et à faciliter une plus grande participation du secteur privé dans tous les marchés émergents dans une démarche à la fois économique et efficace.



OUTILS ESSENTIELS DANS LA PANOPLIE D'IFC

Le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA (PSW)

Le financement mixte constitue l'un des outils essentiels d'IFC. Il repose sur une collaboration étroite avec les partenaires de développement dans le but de mobiliser des investissements privés dans des projets pionniers et des contextes difficiles. En utilisant des montants relativement petits de ressources concessionnelles de bailleurs de fonds aux côtés de ses propres ressources, IFC peut atténuer des risques spécifiques relatifs aux investissements et faciliter des investissements qui autrement seraient irréalisables aux seules conditions du marché.





L'essentiel de ce soutien provient du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, créé en 2017 pour contribuer à stimuler l'investissement privé dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles. Depuis lors, plus de 2,6 milliards de dollars issus de ce guichet ont été injectés dans 128 opérations menées par IFC dans 33 pays fragiles et à faible revenu.

Les engagements d'IFC au titre du Guichet de promotion du secteur privé ont atteint 992 millions de dollars au cours de l'exercice 22.

Parmi d'autres projets, l'apport du Guichet a permis à IFC de financer l'expansion de Robust International, une agro-industrie capable d'améliorer les moyens de subsistance de milliers de petits exploitants dans le nord du Nigéria déchiré par un conflit, région dans laquelle les niveaux de pauvreté sont cinq fois plus élevés que dans le sud du pays. L'enveloppe financière de 18 millions de dollars fournie par IFC comprend un prêt de 9 millions de dollars pour son propre compte et un prêt concessionnel de 9 millions de dollars du Guichet de promotion du secteur privé. Robust International utilisera le montant des prêts pour construire des entrepôts modernes et des unités de transformation du sésame. Par conséquent, les agriculteurs n'auront plus à entreposer leurs cultures dans les piètres conditions actuelles, qui entraînent un taux élevé de pertes après récolte et contribuent aux émissions de gaz à effet de serre. Le projet n'aurait pas été possible sans le soutien du Guichet, en raison de la quasi-indisponibilité de garanties et des risques relatifs à la sécurité dans le pays.

Le 1^{er} juillet 2022 a marqué le début d'un nouveau cycle triennal de l'IDA, le Guichet recevant une première dotation de 2 milliards de dollars devant permettre à IFC de mener davantage d'opérations de ce type dans les marchés les plus difficiles.

Financements en monnaie nationale

IFC fournit des financements à long terme libellés en plus de 70 monnaies nationales. Il s'agit de l'un de ses produits de base pour le financement du développement, qui aide les clients dont l'essentiel des revenus est généré localement à éviter le risque de change associé aux emprunts en dollars, euros ou autres devises.

Pour ce faire, l'institution utilise une palette de solutions faisant appel au marché, notamment les marchés de *swap* locaux et les financements structurés. Dans les pays où les marchés financiers ne sont pas développés et les solutions émanant du marché sont insuffisantes, IFC a recours au financement mixte en faisant jouer le mécanisme de financement en monnaie nationale du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA. Pour plus d'impact, IFC émet et achète, en outre, des obligations historiques en monnaie nationale qui renforcent les marchés financiers locaux.

Ces dispositifs visant à fournir des financements en monnaie nationale sont particulièrement importants dans des secteurs comme l'infrastructure et le logement, ainsi que pour les PME. Durant l'exercice 22, IFC a fourni des financements en monnaie nationale d'un montant équivalant à 3,9 milliards de dollars dans un très grand nombre de pays, contre 2,1 milliards de dollars l'exercice précédent, soit pratiquement deux fois plus. Au Tadjikistan, un prêt d'IFC en somoni tadjik d'un montant équivalant à 5 millions de dollars permet à IMON International, une institution de microfinance de premier plan, d'accroître les crédits qu'il accorde aux micros, petites et moyennes entreprises touchées par la pandémie de COVID-19. En Tanzanie, plus de 2 000 petites entreprises féminines se développeront grâce à une obligation sur le genre, dont le montant en shillings tanzaniens équivaut à 32 millions de dollars, émise par la NMB Bank sur la bourse des valeurs de Dar es Salaam. IFC fait figure d'investisseur de référence dans cette opération.

INVENTER LE FUTUR

Le contexte actuel d'incertitude mondiale impose à IFC de repenser ses moyens d'action. Pour que puisse se concrétiser son ambition d'accroître la contribution du secteur privé au développement, l'institution doit impérativement adopter de nouveaux produits et plateformes.

Systemes de paiement numérique pour petits entrepreneurs (Égypte)

Mobiliser des financements pour réduire la vulnérabilité au changement climatique

En ces temps de tension des budgets publics, il est essentiel de mobiliser des financements privés pour aider les pays à atténuer les effets du changement climatique. IFC met au point des mécanismes innovants qui permettront d'accroître les financements axés sur l'action climatique dans des domaines tels que l'énergie, les transports et l'industrie manufacturière.

Un de ces programmes nouveaux reprend le principe du Programme de portefeuille de prêts conjoints (MCPPI), qui a permis de lever plus de 10 milliards de dollars de prêts directs au profit d'entreprises privées dans plus de 50 économies en développement depuis 2013. Baptisé MCPPI One Planet, ce nouveau programme est le premier portefeuille de prêts multisectoriels destinés aux marchés émergents alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris, un traité international sur la lutte contre le changement climatique. Lancé en novembre 2021, lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Glasgow (COP26), MCPPI One Planet associe les contributions des investisseurs institutionnels aux fonds propres d'IFC, afin de mobiliser le plus de financements possible au bénéfice des entreprises du secteur privé qui s'illustrent dans la lutte contre le changement climatique.

Au cours de l'exercice 22, IFC s'est alliée à ses partenaires pour augmenter considérablement le financement des initiatives d'atténuation des effets du changement climatique. IFC et Amundi, une société française de gestion d'actifs, sont convenus de constituer un nouveau fonds de 2 milliards de dollars pour lutter contre les inégalités et le changement climatique. L'initiative accroît la disponibilité et la demande de nouveaux segments du marché des obligations durables. Le fonds permettra à des pays en développement de se remettre des effets de la pandémie de COVID-19 et d'augmenter leurs ressources pour mieux se prémunir contre les crises futures.

Pour consulter les informations publiées par IFC, conformément aux directives formulées par le Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique (TCFD), se référer au rapport en ligne d'IFC.

Accélérer l'investissement dans les mini-réseaux

On estime que 600 millions de personnes en Afrique — et 759 millions dans le monde — n'ont pas accès à l'électricité, un pilier indispensable au développement.

Les mini-réseaux constituent une excellente solution dans de nombreuses régions. Ils s'appuient principalement sur des sources d'énergie renouvelables pour alimenter efficacement et à faible coût les villes et les zones rurales non raccordées aux réseaux nationaux. Il s'agit donc d'un secteur porteur, dont la croissance est cependant inhibée par l'absence de cadres réglementaires stables pour les partenariats public-privé et par d'autres obstacles qui plombent l'investissement privé.

Le programme *Scaling Mini-Grid* du Groupe de la Banque mondiale vise à éliminer les entraves à l'investissement et à la réalisation de projets de grande envergure. Travaillant de concert avec la Banque mondiale et la MIGA, IFC est intervenue « en amont » pour mettre en place un programme complet dédié aux mini-réseaux qui permet aux États et au secteur privé de bénéficier des financements, des services de conseil et des outils d'atténuation des risques dont ils ont besoin. L'un des avantages majeurs de ce programme est sa reproductibilité : la formule *Scaling Mini-Grid* peut être adoptée dans plusieurs régions pour plus d'efficacité et de célérité dans l'exécution des projets, ce qui pourrait permettre d'accélérer sensiblement le développement des mini-réseaux à l'échelle planétaire. Le programme *Scaling Mini-Grid* s'inspire de *Scaling Solar*, un autre projet collaboratif des institutions du Groupe de la Banque mondiale qui a permis de mobiliser des investissements privés dans des centrales solaires photovoltaïques dans plusieurs pays africains avant de s'étendre à l'Ouzbékistan.

La première intervention d'envergure nationale à l'actif du programme *Scaling Mini-Grid* a été lancée en octobre 2021, après la signature d'un accord avec les autorités de la République démocratique du Congo. Le projet de mini-réseau envisagé augmentera la production de plus de 200 mégawatts, ce qui aidera l'État à atteindre son objectif de connecter à l'électricité 30 % de sa population à l'horizon 2024, contre 19 % actuellement. Cette augmentation profitera surtout à deux des plus grandes villes du pays : Mbuji-Mayi et Kananga, dont la population combinée dépasse les 4 millions d'habitants.

Renforcer la résilience des systèmes de santé en Afrique

Les pays africains ont reçu moins de vaccins anti-COVID-19 que le reste du monde, ce qui a mis en évidence l'impérieuse nécessité d'améliorer la capacité du continent à produire lui-même ses vaccins, pour la COVID-19 comme pour d'autres maladies. L'Afrique importe 99 % de ses vaccins, 1 % seulement étant fabriqué localement. L'Union africaine ambitionne de faire passer ce dernier chiffre à 60 % d'ici à 2040 pour les vaccins de routine.

IFC a signé en mars 2022 avec l'Institut Pasteur de Dakar une lettre de mandat scellant un partenariat pour la construction d'une nouvelle unité de fabrication de vaccins au Sénégal. L'usine, dont le coût s'élève à 222 millions de dollars, sera financée par des fonds publics et privés et par des subventions, et pourra produire jusqu'à 300 millions de doses par an de vaccins anti-COVID-19 et de vaccins de routine. « Accélérer la production de vaccins pour l'Afrique en Afrique est essentiel pour aider le continent à vaincre cette pandémie sans précédent et à atténuer l'effet des vagues futures », a déclaré Makhtar Diop, directeur général d'IFC.

Les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies ont désigné le Sénégal, le Rwanda et l'Afrique du Sud comme des hubs potentiels pour la fabrication de vaccins. IFC travaille actuellement avec le Conseil national de développement du Rwanda pour développer la capacité de production de vaccins du pays, en vue de renforcer les chaînes d'approvisionnement régionales et d'élaborer un cadre technique et stratégique efficace pour les nouvelles collaborations du Rwanda avec BioNTech et la Fondation KENUP.

Sur tout le continent, le Programme pour l'accès aux équipements médicaux en Afrique d'IFC octroie à des PME du secteur de la santé des financements à long terme à des conditions très favorables pour la location ou l'achat de matériel médical de pointe qui leur permettra de fournir des soins plus avancés et de meilleure qualité. Getinge, une entreprise basée en Suède, a rejoint le programme en avril 2022, et a permis d'accroître la disponibilité d'équipements chirurgicaux d'une importance vitale.





La transformation numérique pour les petits commerçants

De nouvelles plateformes numériques changent la donne pour les petits agriculteurs et les commerçants de l'informel.

Ces derniers ont désormais la possibilité d'augmenter considérablement leurs revenus grâce à des solutions applicatives qui corrigent les carences qui entravent la croissance. Chose encore impensable il y a seulement quelques années, ces technologies permettent aujourd'hui aux petits agriculteurs et aux petits commerçants d'y voir plus clair en matière d'approvisionnement, de distribution, de formation des prix et de paiements, autant d'éléments indispensables à l'accroissement de leurs gains. Les investissements en capital-risque d'IFC dans des entreprises de ce secteur en plein essor offrent de nouvelles possibilités importantes d'inclusion.

Cette année, IFC a investi 10 millions de dollars dans Sayurbox, la principale startup indonésienne du secteur de l'épicerie électronique. Intervenant dans le cadre d'une levée de fonds globale de 120 millions de dollars, cet investissement permet à Sayurbox de développer davantage sa plateforme numérique innovante. L'algorithme exclusif de Sayurbox prédit la demande et optimise les itinéraires de livraison pour quelque 5 000 produits alimentaires, permettant ainsi aux consommateurs de Jakarta et de Surabaya d'acheter directement chez l'agriculteur. En éliminant les intermédiaires, le modèle de Sayurbox permet aux agriculteurs d'augmenter considérablement leurs revenus. L'entreprise, fondée en 2017, prévoit de quadrupler le nombre d'agriculteurs sur sa plateforme pour atteindre 40 000 d'ici à 2024.

GrowSari, une plateforme B2B dédiée aux MPME philippines, a, elle aussi, bénéficié d'une prise de participation en phase de démarrage de la part d'IFC, qui lui a octroyé 10,5 millions de dollars de capital-risque en deux séries de financement. Nommée d'après les « sari-sari », ces petites boutiques omniprésentes dans le pays, GrowSari vise à accroître la rentabilité des MPME. En mai 2022, GrowSari avait déjà recueilli environ 110 millions de dollars, la plus grande somme levée à ce jour sur le marché régional du B2B et des MPME. Depuis 2016, l'entreprise soutient les petites boutiques en bordure de route et dans les marchés, pour la plupart détenues par des femmes. Elle propose des services de paiement de factures ainsi que des services de télécommunications et des facilités de crédit, permettant ainsi aux entreprises informelles d'opérer leur transformation numérique. À l'heure actuelle, GrowSari fait le bonheur de plus de 150 000 boutiques dans plus de 220 communes.

Sayurbox crée un pont entre les paysans et les marchés (Indonésie)

A woman with braids and glasses is focused on her work, looking at a laptop screen. She is wearing a blue sweater and has a pen in her hand. The background shows other people in a meeting room, slightly out of focus. The overall scene is professional and collaborative.

ACTION EN AMONT

**DE
L'IDÉE
À L'IMPACT**



LE TRAVAIL DE PRÉPARATION INITIALE DES MARCHÉS ET DES PROJETS PAR IFC

L'un des plus grands obstacles à l'augmentation de l'investissement privé aligné sur les objectifs de développement n'est pas le manque de capitaux, mais plutôt le manque d'opportunités d'investissement bien mûries et commercialement viables.

Afin de combler ce vide, IFC oriente davantage, depuis 2019, sa démarche vers une action en amont, à savoir la préparation initiale des marchés et des projets. Sa stratégie consiste en priorité à trouver des solutions innovantes, et reproductibles, à quelques-uns des problèmes de développement les plus complexes de la planète, prenant des mesures proactives pour éliminer les barrières à l'investissement et créer des opportunités séduisantes, qui permettront d'attirer les financements privés vers les projets qui en ont le plus besoin.

IFC a posé un ensemble de bases pour garantir le succès de son action : elle a défini son approche et son modèle économique ; elle a élargi ses capacités (en recrutant du personnel dévoué à sa mission) ; elle a perfectionné ses systèmes et ses opérations ; et elle a formé une réserve fiable et crédible d'interventions à l'échelle des marchés et pour des projets précis, dont l'objectif est de mobiliser des investissements au cours des cinq prochaines années. Cette réserve s'est élargie rapidement, passant de 5 à 16 milliards de dollars, puis à 29 milliards de dollars à la fin des exercices 20, 21 et 22 respectivement. Elle est en outre alignée sur les axes d'intervention stratégiques prioritaires d'IFC, puisque 52 % des investissements potentiels sont

consacrés aux activités de lutte contre le changement climatique, 31 % aux pays en situation de fragilité et de conflits admis à bénéficier des financements de l'IDA (IDA-FCS), et 15 % aux pays à faible revenu en situation de fragilité et de conflits admis à bénéficier des financements de l'IDA (LICIDA-FCS).

À l'évidence, tous ces investissements potentiels ne se concrétiseront pas. Il s'agit d'une activité expérimentale qui demande énormément de temps et de ressources ainsi que de la patience et une aptitude à accepter l'échec. IFC a cependant enregistré des progrès rapides au cours de l'exercice 22. En même temps qu'elle mûrissait ses opérations, elle s'est attelée non seulement à construire la réserve, mais également à faire avancer les projets qui y étaient inscrits et à convertir certaines des activités exploratoires prometteuses en engagements au titre d'investissements pour le compte d'IFC, aux côtés des financements privés mobilisés.

Sa réserve quinquennale a conservé sa robustesse et n'a cessé de s'élargir durant l'exercice 22, un tiers de ses ressources étant orientées vers les pays IDA-FCS. Environ 80 % de son volume est consacré à des projets d'infrastructures et de fabrication, qui ont un impact direct sur la sphère réelle de l'économie. En ce qui concerne les régions, l'Asie et l'Afrique accueillent la plus grosse part de ces interventions potentielles, offrant un terrain fertile sur lequel les projets en amont feraient germer de nouvelles formules d'investissement et de développement.

MOBILISER L'INVESTISSEMENT :

Créer une nouvelle plaque tournante du commerce en Asie du Sud-Est

Enjeu de développement : *surmonter les obstacles au commerce en RDP lao, un pays enclavé doté d'infrastructures de transport et de logistique inadéquates.*

Solution en amont : les autorités laotiennes ont accordé une concession pour un « port sec », un centre logistique terrestre, à un promoteur local. Mais les deux parties en étaient à leur tout premier partenariat public-privé pour un projet d'infrastructure de cette envergure. IFC s'est associée au promoteur pour apporter son soutien au stade initial de l'élaboration du projet. Dès 2020, l'institution a renforcé la viabilité financière de l'accord de concession et a aidé à atténuer les risques relatifs à l'opération ainsi qu'à renforcer les capacités du client, s'assurant que le projet répondait aux normes internationales de financement des projets.

Investissement de base

Les travaux d'élaboration de ce projet ont permis à IFC d'engager un financement de 67 millions de dollars. Une fois construit, le « port sec » facilitera le commerce bilatéral et de transit dans la région, le rendant plus efficace et plus rentable, grâce notamment aux liaisons avec la Thaïlande, la Chine et le Viet Nam.

OFFRIR DES PRODUITS REPRODUCTIBLES À GRANDE ÉCHELLE :

Aider les sociétés de services publics à s'adapter au changement climatique

Enjeu de développement : *aider les sociétés infranationales de distribution d'eau des pays émergents à faire face au changement climatique. Bon nombre de sociétés de services publics, tributaires de ressources budgétaires insuffisantes, privées d'accès aux crédits commerciaux et en mal d'assistance technique, ne parviennent pas à atteindre les objectifs climatiques en même temps qu'elles répondent à la demande de base. Elles ont besoin d'investissements et de connaissances pour planifier l'avenir.*

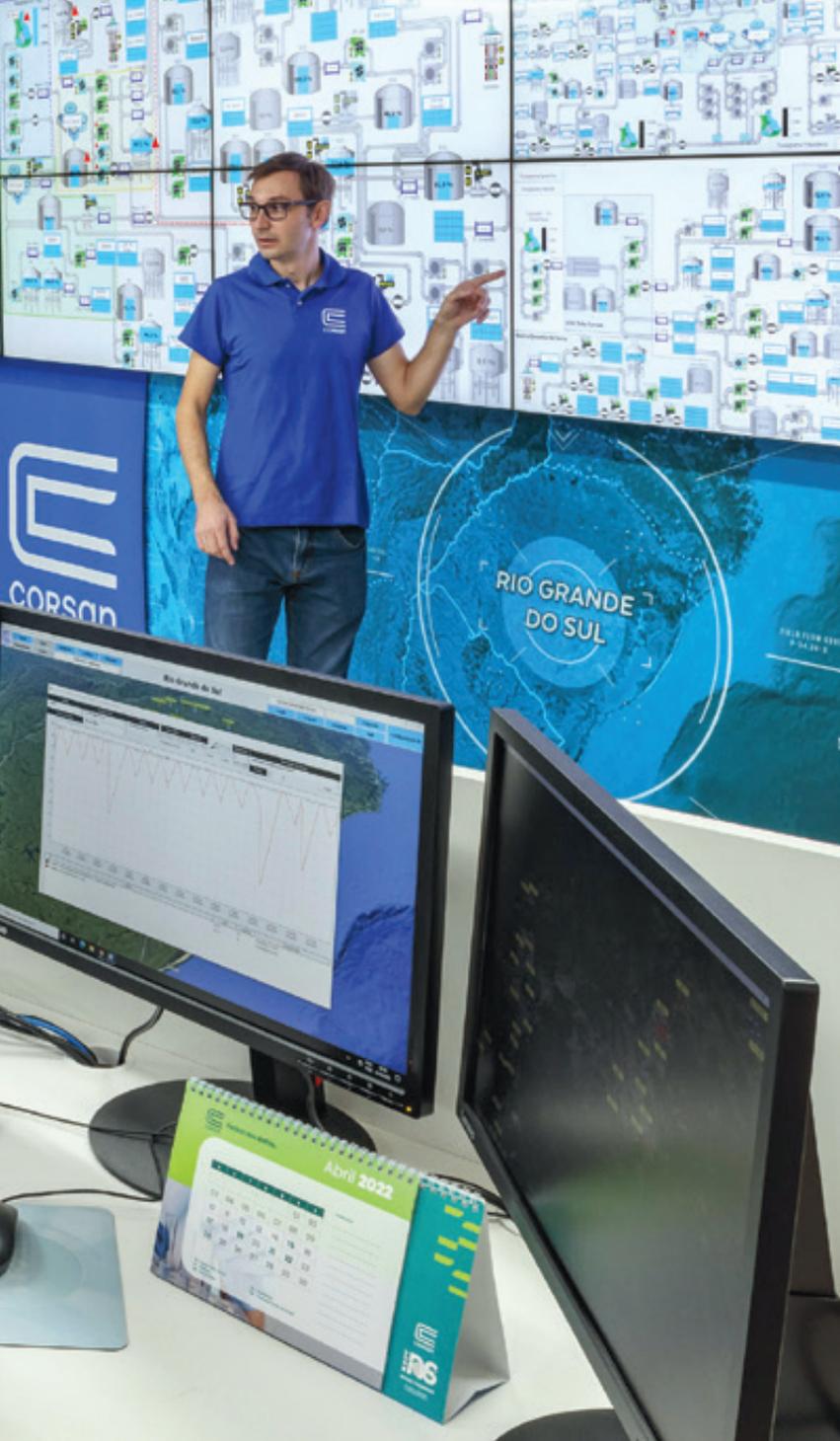
Solution en amont : IFC a lancé l'initiative *Utilities for Climate (U4C)* pour aider les sociétés de services publics à s'adapter au changement climatique et pour ouvrir la voie à l'investissement dans le domaine des infrastructures d'eau. U4C offre aux sociétés de distribution d'eau des conseils sur mesure relatifs aux moyens de réduire les pertes d'eau et d'être plus efficaces ; crée des possibilités d'apprentissage auprès de sociétés homologues confrontées à des problèmes similaires ; et propose des produits de placement pour soutenir tout plan de dépenses d'investissement qui en résulte.

Investissement de base

Depuis son lancement en 2021, l'initiative a soutenu cinq sociétés de services publics dans trois pays et généré 238 millions de dollars d'investissements. Une collaboration avec Corsan, une société de distribution d'eau comptant 6,3 millions d'abonnés au Brésil, aide l'entreprise à réduire ses pertes en les faisant passer de 44 % actuellement à 35 % d'ici à 2024, grâce à un plan prévoyant de remplacer les pompes électriques et les hydromètres obsolètes par des compteurs d'eau. Ce plan est financé par un prêt de 58 millions de dollars.



Corsan (Brésil)



INNOVATION RAPIDE, DÉPLOYÉE À GRANDE ÉCHELLE :

Faciliter la transformation numérique de l'enseignement supérieur

Enjeu de développement : *aider les universités des pays en développement à transformer rapidement leurs modèles commerciaux pour pouvoir répondre d'une manière commercialement viable et durable à la hausse soudaine de la demande d'apprentissage en ligne due à la pandémie de COVID-19.*

Solution en amont : IFC a créé le *Digital for Tertiary Education Program (D4TEP)* pour conseiller les établissements d'enseignement supérieur sur tous les aspects de l'élaboration et du financement de leurs stratégies de transformation numérique, qu'il s'agisse de l'apprentissage en ligne, des admissions, de l'enseignement et de l'administration. Mis au point rapidement en réponse à la pandémie, ce produit a été mis à l'essai avec la participation de quatre clients se trouvant dans différentes régions en 2020. Il a ensuite été lancé en Amérique latine en 2021 dans cinq établissements d'enseignement supérieur, puis dans le reste du monde en 2022 avec six autres universités en Afrique, en Asie et une fois de plus en Amérique latine.

Investissement de base

Le produit s'est considérablement répandu au cours de l'exercice 22, passant de 9 à 15 collaborations avec des établissements répartis dans l'ensemble des régions d'intervention d'IFC, et ouvrant la voie à des engagements au titre d'investissements se montant à 100 millions de dollars. L'université colombienne Uniminuto, qui participe au programme, cible les étudiants — surtout des femmes — issus de familles à faibles revenus. Dans le cadre de son agenda de transformation numérique, elle propose des cours virtuels et à distance ainsi qu'un enseignement en présentiel classique. En outre, grâce aux services consultatifs d'IFC et à un prêt de 25 millions de dollars, elle investit actuellement dans les nouvelles technologies pour intégrer de nouveaux campus.

DES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES PROPRES :

Financement privé de l'hydroélectricité en Afrique

Enjeu de développement : *répondre à la demande croissante d'électricité au Gabon de manière durable et viable sur le plan commercial.*

Solution en amont : l'hydroélectricité peut très largement fournir une énergie durable et fiable au Gabon. Pourtant, en 2018, le développement et la préparation du premier projet de production indépendante d'hydroélectricité dans le pays se sont heurtés à des obstacles de taille. Le travail en amont d'IFC a surtout consisté à rendre le projet plus attrayant pour les investisseurs. L'institution a ainsi manœuvré pour obtenir des engagements concrets de la part d'entreprises du secteur public sur la viabilité financière du secteur de l'électricité ; elle a établi un cadre contractuel bancable étayé par un mécanisme innovant de rehaussement de crédit ; et elle a élaboré le plan d'action pour la biodiversité du projet.

Investissement de base

Les activités d'IFC se sont révélées essentielles pour aider les prêteurs à mener à bien leur diligence raisonnable et obtenir les approbations internes. C'est ainsi que Meridiam, une société d'infrastructure française, travaille désormais avec le FGIS, le fonds souverain du Gabon, pour développer le nouveau projet hydroélectrique de Kinguele Aval (34 MW). IFC a assuré un montage financier complet de 178 millions d'euros pour ce projet : elle a accordé un prêt de 33 millions d'euros, consenti un prêt concessionnel de 20 millions d'euros financé par le Programme Canada-IFC pour les énergies renouvelables en Afrique, et mobilisé 98 millions d'euros supplémentaires auprès d'autres institutions. La collaboration avec les collègues du Groupe de la Banque mondiale est essentielle à la réussite du projet. C'est ainsi que la MIGA a également émis des garanties en faveur de Meridiam.

OUVRIRE DE NOUVEAUX HORIZONS

IFC s'emploie à impliquer un éventail d'acteurs plus varié, en adoptant de nouvelles approches pour atteindre davantage de personnes dans le besoin, les dépouillant du manteau de la marginalité pour les intégrer à la vie économique. De cette manière, les efforts déployés par l'institution contribueront à résoudre des problèmes importants et interdépendants imputables à la COVID-19, au changement climatique, aux conflits, à l'insécurité alimentaire et aux pénuries d'énergie.

Réduire l'écart entre les sexes au profit de startups dirigées par des femmes

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, les startups dirigées par des femmes reçoivent à peine 6 % de l'ensemble des fonds de capital-investissement et de capital-risque.

IFC et l'Abu Dhabi Global Market, le centre financier des Émirats arabes unis, s'efforcent d'améliorer ces chiffres. Les deux entités se sont associées en décembre 2021 pour lancer *She Wins Arabia*, un programme conçu pour lutter contre les inégalités entre les sexes dans l'écosystème des startups. IFC et l'Abu Dhabi Global Market aspirent à créer un « écosystème entrepreneurial » qui permet aux startups dirigées par des femmes d'éclore et de prospérer.

En peu de temps, le programme a formé des cheffes d'entreprise et les a mises en contact avec des mentors et des investisseurs. Il a également travaillé avec des incubateurs et des fonds de capital-risque afin de doter ces derniers des moyens de mieux soutenir les entrepreneuses.

En mars 2022, *She Wins Arabia* a réuni à Dubaï, aux Émirats arabes unis, quelque 80 entrepreneurs pour les former à l'art de convaincre les investisseurs, à l'évaluation de la taille d'un marché et à la préparation d'un plan d'affaires. Le programme a, à cette occasion, organisé un concours de présentation de projets à des investisseurs potentiels, à l'issue duquel trois femmes ont remporté des prix en nature, notamment des sessions de mentorat, un soutien à la stratégie commerciale et des crédits auprès d'Amazon Web Services.

She Wins Arabia s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus large d'IFC, visant à créer davantage d'opportunités économiques pour les femmes de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Moins de 20 % des femmes de cette région font partie de la population active. Le programme s'associe également à une initiative qui mise sur les nouvelles technologies pour résoudre plusieurs problèmes persistants dans la région, notamment le chômage et le manque d'accès au financement.



Aider les réfugiés et les migrants à accéder aux services financiers

De nombreux réfugiés et migrants ne disposent pas d'un compte bancaire, ce qui compromet gravement leurs chances d'obtenir un prêt, réduit leur capacité à démarrer une activité commerciale et limite leur participation à l'économie des nouveaux pays dans lesquels ils vivent. Les femmes, qui sont souvent les principales personnes à s'occuper des enfants, sont particulièrement vulnérables et ne bénéficient généralement pas des services de garde d'enfants qui leur donneraient la latitude de travailler. Au cours de l'exercice 22, IFC a pris diverses mesures visant à promouvoir l'inclusion financière de cette population vulnérable et à soutenir leurs communautés d'accueil.

En mai 2022, le concours Kakuma Kalobeyei Challenge Fund, parrainé par IFC, a annoncé les gagnants de sa première série d'aides financières et d'assistance technique à 40 bénéficiaires à Turkana West, au Kenya. La région abrite une grande population de réfugiés et le soutien offert par les prix permet de créer des centaines d'emplois, y compris des opportunités pour les femmes et les jeunes. Le concours soutient l'objectif d'IFC, qui est d'autonomiser les communautés d'accueil et les réfugiés en promouvant le développement du secteur privé au camp de réfugiés de Kakuma et dans les environs. Les prochains lauréats seront sélectionnés dans le courant de l'année 2022.

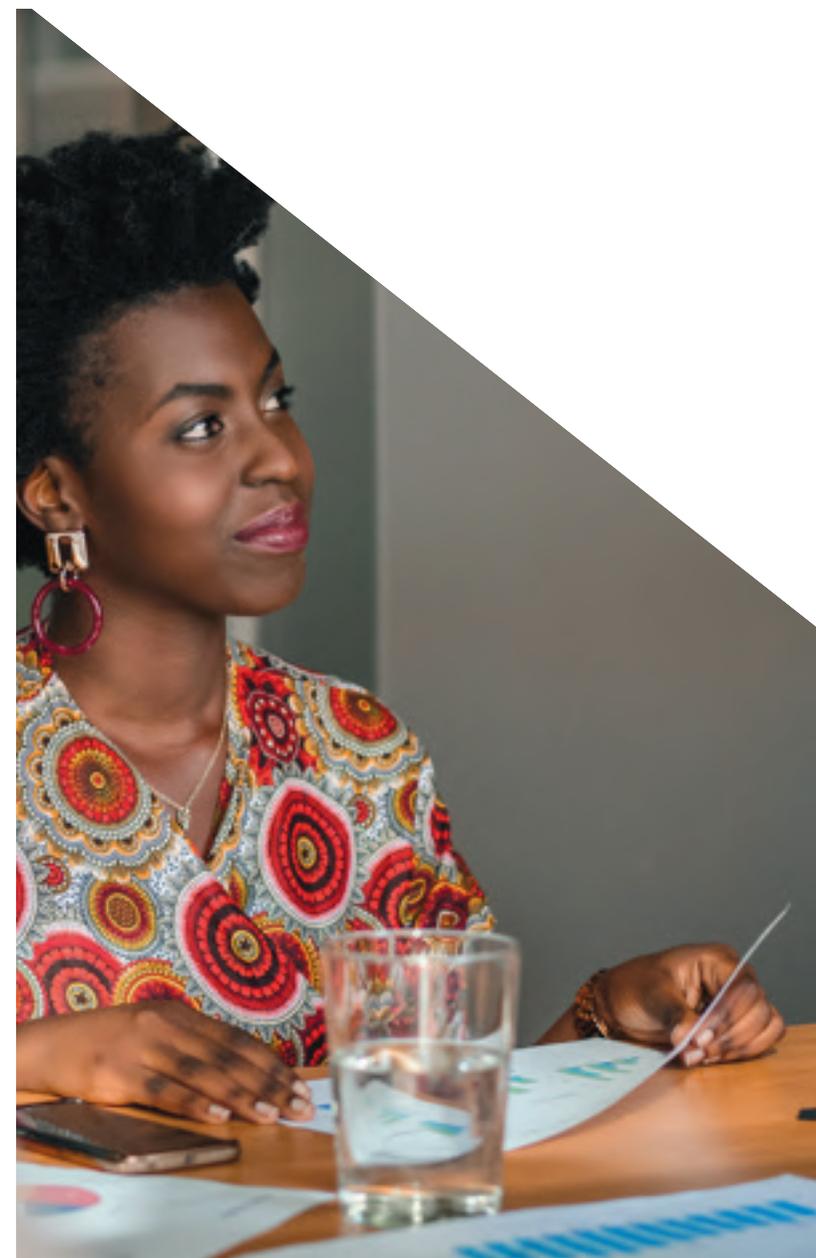
IFC et Bancamía, la première banque de microfinance de Colombie, ont lancé en novembre 2021 un programme expérimental en partenariat avec We-Fi et FIAS, qui aide les migrants à accéder aux services bancaires. Le programme est destiné aux Vénézuéliens qui ont fui les troubles dans leur pays d'origine. Près de 5 300 prêts ont déjà été octroyés, et plus de la moitié des bénéficiaires sont des femmes. Ces prêts permettent aux femmes et aux hommes de créer de petites entreprises et de devenir indépendants.

Un siège au conseil d'administration

En qualité de société d'investissement qui prend souvent des participations minoritaires influentes dans des entreprises clientes, IFC peut fournir des orientations stratégiques utiles aux principaux acteurs des économies locales et régionales. Elle procède parfois en faisant siéger des représentants à leurs conseils d'administration. Chacun de ces administrateurs est un professionnel expérimenté du secteur qui apporte une valeur ajoutée au conseil en mettant davantage l'accent sur l'inclusion et la viabilité et sur d'autres questions relevant de son domaine de compétence.

À l'heure actuelle, IFC gère activement 157 sièges à des conseils d'administration, une communauté en plein essor soutenue activement par le Nominee Directorship Center d'IFC, qui propose une formation continue et des ressources pour améliorer le travail de supervision de ces administrateurs. Au terme de cet exercice, 62 % des administrateurs désignés par IFC étaient des femmes, soit le pourcentage le plus élevé à ce jour. Les représentants d'IFC montrent la voie à suivre sur toutes les questions environnementales, sociales et de gouvernance, y compris dans le domaine de l'égalité des genres.

Monica Aparicio, ancienne PDG de la Santander Bank, a siégé au conseil d'administration de BanBif au Pérou pendant six ans. Elle a encouragé BanBif à promouvoir davantage de femmes à des postes de direction et à accorder plus d'importance à l'investissement durable, qui est désormais l'un de ses traits distinctifs sur le marché bancaire très concurrentiel du Pérou. Cette année, IFC a accordé à BanBif un prêt de 25 millions de dollars pour financer la construction de logements verts, ce qui a permis aux promoteurs immobiliers locaux de réduire leur empreinte écologique.



Donner la vedette aux industries créatives

Oscar Chemerinski, ancien directeur mondial du Département de l'agro-industrie à IFC, siège au conseil d'administration de la société sud-africaine Hans Merensky Holdings, la société mère de Westfalia Fruit, le leader mondial du marché de l'avocat frais. C'est à lui qu'on doit l'adoption par *Westfalia* de pratiques commerciales inclusives ainsi que le fort attachement de l'entreprise à la participation locale. Depuis le premier investissement d'IFC dans l'entreprise en 2012, *Westfalia* a lancé la production moderne d'avocats en Colombie, au Kenya, au Mozambique et au Pérou, ce qui a permis de relier les producteurs locaux aux marchés mondiaux. Aujourd'hui, l'entreprise achète aussi des mangues à plus de 2 000 petits agriculteurs au Burkina Faso et les sèche avant de les exporter en Europe et aux États-Unis.

La gestion proactive et stratégique de son portefeuille d'actions, ainsi que le recours à des administrateurs désignés qui défendent les valeurs et la mission d'IFC, permettent à la Société d'être une force positive au service des investissements durables à long terme dans les marchés émergents.

Qu'il s'agisse de musique, de films, de mode ou de jeux vidéo, les pays en développement génèrent — et commercialisent — de nombreux produits créatifs qui contribuent à la croissance économique mondiale.

Selon le groupe de réflexion G20 Insights, l'économie créative devrait atteindre une valeur globale de 985 milliards de dollars d'ici à 2023, et pourrait représenter 10 % du PIB mondial avant 2030. Les plateformes numériques, qui permettent aux artistes et interprètes d'atteindre de nouveaux publics, contribuent à la croissance exponentielle du secteur. En Afrique, les revenus issus de la diffusion de musique numérique devraient atteindre 500 millions de dollars d'ici à 2025, contre seulement 100 millions de dollars en 2017, selon les données de la Banque mondiale.

« La numérisation comble le fossé entre les économies créatives des pays en développement et les marchés mondiaux », explique Makhtar Diop, directeur général d'IFC. « Ceci est d'autant plus important que la transmission de la richesse culturelle peut mobiliser le changement social et fournir des emplois aux jeunes. »

Au cours de l'exercice 22, IFC s'est lancée dans une nouvelle aventure visant à exploiter le marché des industries créatives et à libérer son potentiel pour améliorer considérablement les résultats en matière de développement. La pandémie de COVID-19, qui s'est traduite par une augmentation des divertissements à domicile et une croissance rapide des services de diffusion en continu, a constitué une excellente opportunité pour cette aventure.

En novembre 2021 s'est tenu *IFC UpNext*, le premier événement virtuel de haut niveau organisé par l'institution, qui met en avant les opportunités d'investissement dans l'économie créative africaine et son rôle dans le développement durable. Cet événement a réuni des leaders de l'industrie créative de la musique, de la mode et du cinéma africains, qui ont eu recours à des représentations, à des récits et à des discussions pour susciter de nouvelles idées sur la façon de promouvoir le progrès. En juin 2022, IFC a organisé un événement *IFC UpNext* similaire, axé sur les opportunités de l'économie créative en Amérique latine et dans les Caraïbes.

M. Diop a poursuivi la conversation sur les industries créatives en lançant un nouveau podcast intitulé « Creative Development with IFC ». Les épisodes du podcast ont exploré comment la finance et le développement économique influencent — et sont influencés par — les industries créatives à travers le monde. Au rang des invités de M. Diop figurent les acteurs Don Cheadle et Idris Elba, la créatrice de mode Selly Raby Kane et le chanteur Baaba Maal.

IFC a entrepris une cartographie approfondie du marché des industries créatives, dans l'intention d'investir dans l'économie créative dans un avenir proche.



RATISSER PLUS LARGE POUR ACCROÎTRE L'IMPACT

IFC continue de définir les normes et de montrer la voie en matière de responsabilité. En plus d'investir, de conseiller et de mobiliser des capitaux, IFC œuvre pour relever les normes appliquées aux entreprises axées sur le développement durable dans un grand nombre de secteurs, ouvrant ainsi la voie à une augmentation de l'investissement. Elle investit fréquemment dans des opérations révolutionnaires qui démontrent l'intérêt économique de ces normes rigoureuses. Ce travail s'appuie sur les antécédents d'IFC en matière d'établissement de normes, à commencer par la création de ses normes de performance environnementale et sociale qui ont servi de base aux Principes de l'Équateur, la référence du secteur financier pour l'évaluation des risques environnementaux et sociaux des projets, lancée en 2003. Ce travail s'est poursuivi avec le lancement des Principes d'impact en 2019, un cadre visant à garantir la prise en compte des considérations d'impact sur l'ensemble du cycle de vie des investissements. Les Principes d'impact comptent désormais 161 signataires issus de 38 pays.



Orienter les investissements pour soutenir l'économie bleue

La finance bleue, définie comme une activité d'investissement ou de refinancement qui contribue à la protection des océans et à la gestion durable de l'eau douce, est un marché en pleine croissance et un instrument essentiel pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de viabilité. D'ici à 2030, l'économie bleue devrait peser 3 000 milliards de dollars et employer pas moins de 40 millions de personnes. En plus d'attirer des investisseurs potentiels, les investissements dans la finance bleue contribuent à garantir les moyens de subsistance des populations côtières, à améliorer l'accès à l'eau potable et à préserver les écosystèmes salins et dulcicoles.

Alors que la finance bleue se généralise, IFC donne des orientations et encourage les meilleures pratiques d'investissement. Une de ses publications durant l'exercice 22, *Guidelines for Blue Finance*, recense les catégories de projets bleus admissibles afin d'orienter ses investissements. Le document aborde la sélection des projets, la gestion des recettes, l'établissement des rapports d'impact et l'évaluation externe des projets de développement bleus. Les directives s'inspirent des principes existants en matière d'obligations

vertes et de prêts verts, et expliquent clairement comment les projets liés aux océans et à l'eau douce doivent être structurés si l'on veut atteindre les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance déclarés, par des moyens crédibles reposant sur des informations factuelles.

En juin 2022, IFC a émis le premier prêt de financement bleu en Europe centrale et orientale afin d'accroître le financement de projets d'économie bleue en Roumanie. IFC a accordé ce prêt historique de 100 millions d'euros à Banca Transilvania SA (BT), la plus grande banque du pays. Grâce au soutien d'IFC, la banque mettra en place un produit de finance bleue pour accorder des prêts aux MPME, conformément aux directives d'IFC.

D'autres émissions d'obligations bleues par les partenaires d'IFC sont attendues en Chine, en Inde, en Indonésie et en Thaïlande.

Définir une norme internationale pour les bâtiments écologiques

Les bâtiments écologiques représentent une importante opportunité d'investissement dans des projets à faible émission de carbone dans les marchés émergents : environ 24 700 milliards de dollars d'ici à 2030.

Il peut être compliqué et coûteux de prévoir l'empreinte carbone d'un projet de construction. Le programme *EDGE* (*Excellence in Design for Greater Efficiencies*) d'IFC a simplifié les choses en proposant un processus de certification simple qui rend la conception et la certification de bâtiments économes en ressources et sans carbone plus rapides, plus faciles et moins coûteuses. L'application *EDGE* n'est qu'un outil permettant de déterminer les moyens les plus rentables de réduire la quantité de ressources consommée par un bâtiment.

Jusqu'à présent, le programme *EDGE* a donné son approbation écologique à plus de 42 millions de mètres carrés de surface dans le monde. Les bâtiments participants économisent plus de 65 milliards de mètres cubes d'eau chaque année et les économies d'énergie intrinsèque dans les matériaux dépassent les 84 milliards de gigajoules.

Au cours de l'exercice 22, IFC s'est associée à des banques et à des promoteurs immobiliers pour étendre l'ampleur, la portée et l'impact de son programme *EDGE*. En décembre 2021, la banque sud-africaine Nedbank a émis une obligation verte de 65,2 millions de dollars, IFC étant l'investisseur principal. Cette obligation permettra à Nedbank d'élargir son portefeuille de bâtiments certifiés *EDGE*. L'augmentation du financement des bâtiments écologiques, en particulier dans le secteur résidentiel, est essentielle pour soutenir la décarbonation du secteur énergétique sud-africain et remédier à l'important déficit de logements dans le pays.

En Amérique latine, IFC a signé un prêt de 60 millions de dollars pour soutenir le portefeuille des bâtiments écologiques de BBVA Peru en finançant les prêts hypothécaires verts des acheteurs de maisons et en fournissant des services de conseil par le truchement du programme *EDGE*. Cet investissement constitue le premier projet vert d'IFC au Pérou, soutenu par le programme *UK-IFC Market Accelerator for Green Construction*, qui contribue à accroître la construction de bâtiments verts sur les marchés émergents en incitant les intermédiaires financiers à intensifier la construction d'habitations vertes.





Créer un marché pour les obligations indexées sur des indicateurs de développement durable

Les marchés financiers mondiaux constituent une source importante de financements du secteur privé pour les projets respectueux du climat, sous l'impulsion des investisseurs institutionnels qui sont prêts à financer des entreprises vertes bien structurées si toutes les conditions sont réunies. De plus en plus, la croissance est attribuable à de nouveaux produits tels que les obligations indexées sur des indicateurs de développement durable (*Sustainability-Linked Bonds*), qui sont des instruments de dette dont les institutions émettrices se fixent des objectifs stricts, vérifiés de manière indépendante, pour améliorer leurs performances environnementales,

sociales et de gouvernance au fil du temps ; des réductions de taux d'intérêt sont accordées à ces institutions lorsqu'elles atteignent ces objectifs (ou alors elles sont sanctionnées lorsqu'elles ne les atteignent pas).

IFC a encadré le développement du marché croissant des « Sustainability-Linked Bonds » en présidant l'influent comité exécutif des *Sustainability-Linked Bonds Principles* tout au long de l'exercice 22. Ces principes, lancés en juin 2020, donnent confiance aux investisseurs en établissant des définitions claires et transparentes pour ces instruments de dette éco-responsables. Avant la fin de l'année 2020, 11,4 milliards de dollars de ces obligations avaient déjà été émis, et le total est passé à 118,8 milliards de dollars en 2021.

En septembre 2021, IFC a encore contribué à élargir l'impact des obligations indexées sur des indicateurs de développement durable en faisant office d'investisseur principal dans la première émission de ce type d'obligations par une société d'énergie en Asie du Sud-Est, une émission de 675 millions de dollars singapouriens (environ 485 millions de dollars) sur dix ans et demi de Sembcorp Industries, un fournisseur panasiatique de solutions énergétiques et urbaines basé à Singapour. Il s'agit du premier investissement portant sur les obligations liées à la durabilité réalisé par IFC à l'échelle mondiale, qui soutient la volonté de Sembcorp d'accroître sa capacité en matière d'énergies renouvelables sur ses principaux marchés. Selon la structure de l'accord incitatif, le prix augmentera de 0,25 % à partir d'avril 2026 si Sembcorp n'atteint pas l'objectif de durabilité convenu, à savoir une réduction de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre à 0,40 tonne d'équivalent dioxyde de carbone par mégawattheure ou moins.

RÉPONDRE AUX ATTENTES : L'IMPACT DE L'ACTION D'IFC

Mesurer les résultats de nos activités, et évaluer notre efficacité, est essentiel pour notre approche du développement.

IFC a mis au point un système global pour guider ses opérations de manière à avoir un plus grand impact sur le développement. Ainsi, la Société et ses clients sont sûrs d'atteindre les personnes et les marchés ayant le plus besoin de leur appui.

AIMM — ÉVALUATION DE L'IMPACT ATTENDU SUR LE DÉVELOPPEMENT ET MESURE DES RÉSULTATS

Le cadre AIMM, l'outil d'évaluation et de suivi des impacts attendus d'IFC, permet à l'institution de mieux cerner, mesurer et surveiller l'impact de chaque projet sur le développement. IFC évalue l'impact sur le développement de tous les investissements et de certains projets consultatifs à l'aide du cadre AIMM, qui permet ensuite d'examiner les facteurs d'impact sur le développement à l'aune d'une série d'objectifs stratégiques touchant notamment au volume, à la rentabilité financière, au risque et aux priorités thématiques.

Depuis l'introduction du cadre AIMM en 2017, IFC a évalué l'impact attendu sur le développement de plus de 2 000 projets d'investissement et plus de 100 projets consultatifs.

Au cours de l'exercice 22, les engagements au titre d'investissements climatiques pour le propre compte d'IFC ont dépassé les 4,4 milliards de dollars.

Part des notes des projets pour les projets engagés — notes AIMM ex-ante

DESCRIPTION	RÉPARTITION DES NOTES	
	EX. 22	EX. 21
Projets notés « Excellent » (notes AIMM de 68 à 100)	11 %	6 %
Projets notés « Bien » (notes AIMM de 43 à 67)	61 %	78 %
Projets notés « Satisfaisant » (notes AIMM de 23 à 42)	28 %	16 %
Projets notés « Faible » (notes de 10 à 22)	0 %	0 %

Outre l'évaluation de l'impact attendu des projets sur le développement, IFC effectue un suivi du portefeuille pour tous ses projets d'investissement¹ en cours et matures après leur inscription à ce dernier. Les équipes d'IFC recueillent les données communiquées par les clients eux-mêmes, et les économistes utilisent ces données pour évaluer et actualiser les notes AIMM des projets. Les notes AIMM actualisées du portefeuille et les résultats obtenus sur certains indicateurs de communication d'information sont soumis à des processus d'assurance qualité internes et externes avant d'être regroupés pour le rapport global d'IFC.

Part des notes des projets — notes AIMM du portefeuille

DESCRIPTION	RÉPARTITION DES NOTES	
	EX. 22	EX. 21
Projets notés « Excellent » (notes AIMM de 68 à 100)	8 %	8 %
Projets notés « Bien » (notes AIMM de 43 à 67)	55 %	49 %
Projets notés « Satisfaisant » (notes AIMM de 23 à 42)	27 %	32 %
Projets notés « Faible » (notes de 10 à 22)	10 %	11 %

1. Des exemptions sont appliquées. Les critères d'exemption et les cas d'exemption sont examinés par le vérificateur indépendant.

ÉLABORER DES INDICATEURS COMMUNS POUR LE SUIVI DE L'IMPACT

Le Partenariat décennal sur les indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé, qui regroupe 38 institutions de financement du développement, élabore des indicateurs pour des secteurs et des thématiques tels que la qualité de l'emploi, la biodiversité, les terres, les technologies numériques et de rupture, l'agroalimentaire, la santé et l'éducation.

L'initiative continue d'harmoniser, d'affiner et d'étendre les indicateurs d'impact sectoriel qui ont été utilisés dans le cadre d'initiatives menées par les Nations Unies, telles que la Coalition des directeurs financiers pour les ODD et l'Alliance mondiale des investisseurs pour le développement durable. Au cours de l'année écoulée, IFC, en collaboration avec d'autres banques multilatérales de développement et le Fonds monétaire international, a commencé à travailler à l'élaboration d'un ensemble de principes harmonisés et flexibles permettant aux banques multilatérales de développement de mieux définir leur contribution aux objectifs de développement durable.

EFFICACITÉ DES PROJETS DE SERVICES-CONSEIL D'IFC

Durant l'exercice 22, 102 projets de services-conseil ont été autoévalués dans le but d'attribuer une note à leur efficacité sur le plan du développement. Au total, 71 % des projets ont été jugés couronnés de succès ou mieux, le même taux que lors de l'exercice précédent. Certaines régions ont reculé — Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes et Moyen-Orient — du fait des répercussions de la pandémie de COVID-19.

LEÇONS TIRÉES DES ÉTUDES ET AUTO-ÉVALUATIONS DES RÉSULTATS

IFC utilise à la fois les études, l'analyse des données et les auto-évaluations pour enrichir ses connaissances et proposer des solutions en temps réel.

Les résultats de ces études et analyses de données accessibles au grand public permettent à IFC de tirer des enseignements qu'elle utilise pour améliorer la manière dont elle évalue l'impact sur le développement et pour affiner les cadres de l'AIMM. Voici quelques exemples d'analyses marquantes effectuées durant l'exercice 22 :

Unleashing the Power of Educational Technology in Technical and Vocational Education and Training (TVET) Systems. Cette étude sur l'utilisation du potentiel de la technologie éducative dans les systèmes d'éducation et de formation technique et professionnelle décrit le développement rapide de l'EdTech durant la COVID-19 et son potentiel pour l'avenir. Elle formule des recommandations à l'intention des responsables des politiques sur la manière d'appliquer l'EdTech au développement des compétences, pour s'assurer qu'elle est utilisée efficacement.

The Impact of Internet Access on Innovation and Entrepreneurship in Africa. Cette autre étude sur l'impact de l'accès à l'Internet sur l'innovation et l'entrepreneuriat en Afrique montre que l'accès au haut débit influe positivement sur l'innovation au niveau des entreprises, la disponibilité de compétences numériques au sein de l'entreprise étant déterminante. L'étude démontre aussi l'existence d'un entrepreneuriat induit par l'Internet concentré dans le secteur des services.

Introducing the Adequate Housing Index (AHI). Cette étude, qui parle d'introduire un Indice de logement décent (ILD), propose une évaluation comparative des logements décents, harmonisant les enquêtes les plus récentes sur les dépenses et la consommation des ménages. Sur un échantillon de 64 économies émergentes, les estimations fournies par l'étude sur la base de l'indice indiquent une forte pénurie de logements, qui sont en outre très largement inadéquats.

Les auto-évaluations des projets matures ou achevés constituent un autre élément important du cadre d'évaluation de l'impact d'IFC. Durant l'exercice 22, l'institution a principalement évalué les résultats des principaux partenariats avec les bailleurs de fonds et procédé aussi à des évaluations rapides. Elle a entrepris cinq évaluations au cours de l'exercice qui l'ont aidée à mieux comprendre l'impact de ses investissements au-delà de tel ou tel projet et à tirer de précieux enseignements qui éclaireront les stratégies et opérations sectorielles.

An Impact Evaluation of Drip Irrigation. Cette évaluation de l'impact du système d'irrigation goutte à goutte a permis d'éprouver la viabilité et la durabilité d'une approche utilisant le secteur privé pour promouvoir des techniques d'irrigation goutte à goutte et des pompes à eau solaires auprès des petits exploitants au Niger. Pendant le cycle du projet, environ 1 100 agriculteurs nigériens, dont près de 50 % de femmes, ont été formés à l'utilisation des systèmes d'irrigation goutte à goutte et de pompage à l'énergie solaire. Un écosystème de PME fournissant des services d'appui à l'exploitation et à l'entretien a aussi été mis en place pour offrir des services d'irrigation aux agriculteurs. Les avantages pour ces derniers ont consisté notamment en un accès plus fiable à l'irrigation goutte à goutte et à l'appui technique ainsi qu'en une productivité agricole plus importante. L'évaluation, basée sur le sondage de 1 250 participants et non participants, a confirmé que la plupart des agriculteurs participants affichaient une meilleure productivité et plus de cycles de culture par an que leurs homologues non participants. Ces données ont validé les résultats escomptés de l'approche et laissé entrevoir plusieurs autres incidences, particulièrement en ce qui concerne les femmes, comme une meilleure sécurité personnelle.

VIABILITÉ

La viabilité est une composante essentielle des opérations d'IFC et le facteur clé d'un impact positif sur le développement. Les opérations d'IFC ciblent de plus en plus les pays fragiles et en situation de conflits, avec des profils de risque peu engageants et complexes sur le plan environnemental et social ainsi qu'en matière de gouvernance (ESG). Par conséquent, il devient chaque jour plus crucial d'aider les clients à gérer ces risques. L'approche d'IFC dans le domaine s'enracine dans son cadre de viabilité et sa méthodologie de gouvernance d'entreprise (*Sustainability Framework and Corporate Governance Methodology*), éléments fondamentaux de sa stratégie de gestion des risques liés aux aspects environnementaux et sociaux ainsi qu'à la gouvernance dans ses investissements. Aussi bien le cadre de viabilité que la méthodologie de gouvernance d'entreprise posent les bases de ses activités de renforcement des capacités de ses clients et des acteurs du marché, de même que de ses investissements dans la viabilité ; de ses initiatives en matière de climat et de genre ; de ses émissions d'obligations vertes et durables ; et de ses investissements à impact.

RENFORCER LA GESTION DES RISQUES EN MATIÈRE D'ESG

IFC a poursuivi son processus de transformation dynamique devant permettre une gestion plus efficace des risques environnementaux et sociaux, grâce au renforcement de ses capacités internes et externes de même qu'à la révision et à la modernisation de ses processus, systèmes et outils.

Durant l'exercice 22, elle a mis à jour ses procédures internes d'examen environnemental et social dans le cadre des opérations d'investissement, ce qui a favorisé la mise en place d'une procédure plus rationnelle et plus différenciée pour les projets ordinaires et les projets à haut risque permettant d'accroître les actions dans les marchés difficiles et dans une démarche durable.

IFC a renforcé sa stratégie de gestion des risques environnementaux et sociaux en ce qui concerne les institutions financières. Elle a mieux défini les projets à haut risque qui donnent lieu à une procédure de vérification préalable renforcée des aspects environnementaux et sociaux et à un soutien accru d'IFC. Elle a aussi lancé l'outil de diagnostic du système de gestion environnementale et sociale pour les institutions financières, destiné à évaluer la qualité du système et à le comparer à sa norme de performance n° 1 ainsi qu'aux bonnes pratiques sur le marché.

L'institution a en outre poursuivi la mise au point des outils permettant d'identifier et d'évaluer les risques contextuels dans le cadre général d'exploitation des projets, pour compléter la procédure de vérification préalable des aspects environnementaux et sociaux et la supervision des projets.

Le cadre d'évaluation des risques contextuels (*Contextual Risk Framework*) comprend 9 composantes et 33 indicateurs. La Note de bonne pratique relative aux risques contextuels a été ouverte aux consultations publiques en avril 2022. Elle est en cours de révision pour tenir compte des observations recueillies et devrait être finalisée au cours de l'exercice 23.

IFC a par ailleurs poursuivi le renforcement de ses capacités institutionnelles et son approche du règlement des réclamations, en mettant l'accent sur une résolution proactive et en amont des plaintes, et en consolidant les mécanismes de traitement des griefs au niveau des projets pour une meilleure gestion des plaintes.

Elle offre à ses clients et au marché en général un ensemble de publications et d'outils en vue d'encourager l'adoption de pratiques optimales pour toutes les questions de viabilité et de gouvernance d'entreprise. Ses publications externes durant le dernier exercice ont porté sur des sujets comme les femmes et le leadership d'entreprise, les contrôles internes, les mécanismes de traitement des plaintes et la prévention de la violence sexiste. L'institution forme et guide en outre ses spécialistes et son personnel sur toute problématique nouvelle en matière d'ESG. Lorsque cela est possible, elle applique une approche « intégrée » sur ces questions, par exemple en utilisant la procédure de vérification préalable relative aux investissements intéressant la gouvernance d'entreprise pour assurer le contrôle et la gestion effectifs de la violence et du harcèlement basés sur le genre.

CHEF DE FILE DE L'ÉTABLISSEMENT DES NORMES EN MATIÈRE D'ESG

La valeur des normes définies par IFC est loin de se borner à la gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance ainsi qu'à l'amélioration de la performance de son portefeuille en la matière. L'adoption de ces normes par un large éventail d'acteurs du financement du développement et des marchés émergents contribue à créer une base de référence des pratiques d'ESG, qui favorise l'amélioration permanente des performances des entreprises privées des marchés émergents dans ce domaine.

Les Normes de performance environnementales et sociales d'IFC ont été acceptées par des institutions financières, des agences de crédit à l'exportation et des institutions de financement du développement à travers le monde. Grâce à son partenariat avec l'Association des Principes de l'Équateur et sa collaboration avec l'OCDE, IFC a tenu une série d'activités pédagogiques sur les principales problématiques environnementales et sociales. Elle participe activement au Cadre de développement de la gouvernance d'entreprise, qui regroupe 35 institutions de financement du développement auxquelles la Méthodologie de gouvernance d'entreprise sert d'approche commune aux risques et opportunités inhérents aux opérations d'investissement. Pour transposer sa stratégie d'ESG aux marchés financiers, IFC a lancé les indicateurs de performance ESG des marchés financiers, les entreprises des marchés émergents faisant leurs communications à cet égard sur des plateformes comme *ESG Book*, dont IFC est l'un des initiateurs. L'institution a renforcé son partenariat avec l'initiative des Nations Unies pour des bourses de valeur durables (SSE), couvrant des domaines tels que les communications, les femmes dans le leadership d'entreprise (y compris des orientations actualisées sur la manière dont les échanges peuvent promouvoir l'égalité des genres) et la viabilité des petites et moyennes entreprises. En collaboration avec le SEE des Nations Unies et le CDP (*Carbon Disclosure Project*), IFC a offert des formations sur la présentation d'informations, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique. Ces formations ont été suivies par 8 600 participants de 33 marchés, dont 5 800 issus de régions des marchés émergents.

Toujours au cours de cet exercice, le Réseau banque durable est devenu le Réseau banque et finance durables pour indiquer qu'il englobe le secteur financier au sens large, notamment les marchés financiers, les pensions, les assurances et la gestion d'actifs. IFC abrite le secrétariat du nouveau réseau et offre son assistance technique à ses 72 institutions membres issues de 62 pays dans le développement et l'adoption de cadres de financement durable. Le Réseau banque et finance durables célèbre son 10^e anniversaire cette année. Plus de 500 participants venus de plus de 100 pays se sont retrouvés à l'occasion de sa 7^e réunion mondiale en avril 2022, pour discuter du cadre général d'une réserve imposante d'investissements durables dans l'ensemble des marchés émergents.

AFFRONTER LES RISQUES CLIMATIQUES

IFC s'emploie à mettre au point un module ESG pour son outil d'évaluation des risques climatiques. Le module utilisera les normes de performance et la méthodologie de gouvernance d'entreprise pour identifier les impacts au niveau des projets ; réaliser des évaluations des risques ; proposer des mesures d'adaptation ; évaluer les contrôles internes des risques climatiques ; et la prise en compte des risques et opportunités en matière de climat dans les stratégies des promoteurs, dans l'optique d'accompagner les engagements d'IFC relativement à l'Accord de Paris.

La méthodologie de gouvernance d'entreprise est aussi mise à jour pour intégrer un paramètre « gouvernance climatique », axé sur la gestion des risques climatiques dans les opérations d'investissement d'IFC. Ces initiatives permettront d'offrir des services de conseil et de développer des produits du savoir destinés à aider les conseils d'administration et les équipes de direction à faire face au risque climatique.

TIRER PARTI DES TECHNOLOGIES ET DE L'INNOVATION

Durant cet exercice, IFC a poursuivi le développement d'un outil d'intelligence artificielle en matière d'ESG, baptisé MALENA (*Machine Learning Environment Analyst*). Mis au point en partenariat avec FIAS, le Danemark et la République de Corée, MALENA utilise le traitement automatique du langage naturel, l'apprentissage automatique et l'analyse prédictive pour guider la procédure de vérification préalable d'IFC en matière d'ESG. En janvier 2022, MALENA a été classé parmi les 100 premiers projets mondiaux servant à résoudre des problèmes en lien avec les objectifs de développement durable au moyen de l'intelligence artificielle. Le développement de l'outil de notation de la viabilité d'IFC a aussi progressé avec le lancement de la version bêta des composants concernant les aspects environnementaux et sociaux et la gouvernance d'entreprise. L'outil permettra d'attribuer une note ESG dynamique afin d'améliorer les processus internes de gestion des risques et l'efficacité des opérations.

OBLIGATION DE RENDRE COMPTE ET CONTRÔLE

IFC rend compte à ses partenaires, à ses clients et aux populations qu'elle sert, alors qu'elle œuvre à la réalisation de ses objectifs de développement dans une démarche responsable sur le plan environnemental et social. Elle met un point d'honneur à renforcer la responsabilisation et la transparence dans l'ensemble de ses activités, notamment à la suite d'une évaluation indépendante de sa responsabilité environnementale et sociale réalisée en 2020.

Cette année, il a surtout été question de former le personnel à la mise en œuvre de la nouvelle politique relative au Mécanisme indépendant de redevabilité d'IFC et de la MIGA (CAO), en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2021. De plus, IFC continue d'affiner ses systèmes et ses procédures de diligence raisonnable et de supervision pour la responsabilité environnementale et sociale, ainsi que de renforcer ses mécanismes de traitement des plaintes. Elle réfléchit en outre actuellement à des mesures qui permettraient de remédier aux impacts environnementaux et sociaux néfastes des projets financés par ses soins, et envisage de mettre à l'essai une stratégie de désengagement responsable de ses investissements fondée sur des principes.

Plusieurs mesures ont aussi été prises pour améliorer la transparence dans l'utilisation des financements mixtes et dans les investissements d'IFC au profit des intermédiaires financiers. La Société est persuadée que continuer d'évoluer vers une plus grande transparence est la chose la plus importante à faire en tant qu'institution spécialisée dans le développement pour maintenir la confiance des acteurs

concernés et recueillir des avis cruciaux au moment où elle met au point de nouvelles solutions aux problèmes de développement les plus graves.

Obligation de rendre compte BUREAU DU CONSEILLER-MÉDIATEUR POUR L'APPLICATION DES DIRECTIVES (CAO)

Les populations touchées par les impacts environnementaux et sociaux négatifs des projets d'IFC peuvent faire part de leurs préoccupations au CAO, qui est le mécanisme indépendant de redevabilité d'IFC. Depuis le 1^{er} juillet 2021, date d'entrée en vigueur de la nouvelle politique relative au Mécanisme indépendant de redevabilité d'IFC et de la MIGA, le CAO rend compte aux Administrateurs d'IFC et de la MIGA, ce qui renforce le rôle du Conseil dans le processus de responsabilisation et consolide l'indépendance du Bureau. Le CAO a pour mission de faciliter le règlement des plaintes des personnes touchées par les projets d'IFC dans une démarche équitable, objective et constructive ; d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux des projets ; et de promouvoir la responsabilité publique et l'apprentissage, afin d'améliorer la performance d'IFC et de réduire les possibles effets préjudiciables sur les personnes et l'environnement. Il aide à résoudre les problèmes entre les populations touchées et les responsables des projets d'IFC, en recherchant des solutions dans une approche neutre et collaborative dans le cadre de sa fonction de règlement des différends. En vertu de sa fonction de vérification de la conformité, le CAO s'assure qu'IFC respecte les politiques environnementales et sociales,

évalue les préjudices liés aux activités de l'institution et recommande des mesures correctives, le cas échéant. Dans le cadre de sa fonction consultative, il donne des avis dans le but d'améliorer la performance systémique d'IFC en matière de viabilité environnementale et sociale. Durant l'exercice 22, le CAO a traité 53 dossiers portant sur des projets d'IFC et de la MIGA dans 30 pays. Il a en outre reçu 11 nouvelles plaintes admissibles, dont cinq ont été transmises à IFC. Le CAO a lancé cinq enquêtes de conformité sur des projets d'IFC et clos quatre dossiers après examen de la conformité.

NOUVELLE POLITIQUE DU CAO

La nouvelle politique du CAO, en vigueur depuis le début de l'exercice en cours, garantit l'accès du public à un processus prévisible et transparent de résolution des plaintes, et met davantage l'accent sur les résultats pour les populations, les clients d'IFC et de la MIGA, et d'autres parties prenantes. Elle préconise de régler les plaintes rapidement et de manière proactive et prévoit des plans d'action de la direction assortis de délais, préparés en concertation avec les plaignant.e.s et les clients. La politique définit aussi clairement les critères de recevabilité des plaintes concernant les projets d'intermédiaires financiers et les fournisseurs et prévoit l'examen de plaintes à titre exceptionnel dans le cas de projets à l'égard desquels IFC et la MIGA se sont désengagés (au plus dans les 15 mois suivant le désengagement). Cette année, en collaboration avec le CAO, IFC a organisé des formations de familiarisation à la nouvelle politique à l'intention du personnel des services chargés des questions environnementales et sociales et des opérations.

1. Il s'agit d'une nouvelle disposition de la politique du CAO qui encourage les plaignant.e.s à entreprendre de bonne foi de régler le problème avec IFC et/ou la MIGA ou avec le client avant de saisir le Bureau.

GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) est une unité indépendante qui rend compte directement au Conseil des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour mission de renforcer les institutions du Groupe de la Banque mondiale en procédant à des évaluations qui orientent leurs stratégies et leurs activités futures — et accroissent l'efficacité des activités de développement. L'IEG évalue les résultats des opérations d'IFC et formule des recommandations pour les améliorer. Ses recommandations contribuent aussi à l'apprentissage interne en influençant la formulation des nouvelles orientations, politiques et procédures, ainsi que des stratégies nationales et sectorielles. Les examens annuels des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale et d'autres grands rapports par l'IEG sont disponibles sur le site web de ce dernier à l'adresse <https://ieg.worldbankgroup.org>.

Contrôle VICE-PRÉSIDENTE AUDIT INTERNE DU GROUPE

L'audit interne du Groupe (GIA) fournit des assurances, des indications et conseils indépendants et des objectifs, qui prennent en compte les risques pour protéger et renforcer la valeur du Groupe de la Banque mondiale. Le GIA donne à l'équipe de direction et au Conseil des Administrateurs l'assurance raisonnable que les processus de gestion et de contrôle des risques, ainsi que leur gouvernance générale, sont pertinents et efficaces. Le GIA rend compte au Président et est placé sous la tutelle du Comité d'audit. Pour de plus amples informations sur le GIA, rendez-vous sur le site www.worldbank.org/internalaudit.

VICE-PRÉSIDENTE INTÉGRITÉ

Conformément à l'engagement du Groupe de la Banque mondiale de lutter contre la corruption et de la prévenir, la vice-présidente Intégrité (INT) détecte, décourage et prévient la fraude et la corruption dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, et chez le personnel et les fournisseurs de ce dernier. INT, qui est une unité indépendante au sein de l'institution, joue un rôle essentiel en aidant le Groupe de la Banque à exercer sa responsabilité fiduciaire sur les ressources du développement qu'il administre. Ainsi, il enquête sur les allégations formulées et applique des sanctions aux entreprises et aux personnes extérieures au Groupe de la Banque, et prend des mesures

disciplinaires contre le personnel de l'institution convaincu de fraude, de corruption, de collusion, de coercition ou d'obstruction. À la suite des sanctions prises par INT, son Bureau chargé de la conformité (ICO) collabore avec les entreprises et les personnes frappées pour remplir les conditions de la levée desdites sanctions. De plus, les efforts de prévention engagés cette année par INT ont permis de déceler, de suivre et d'atténuer des risques pour l'intégrité. Durant l'exercice 22, le Groupe de la Banque mondiale a infligé des sanctions à 35 entreprises et particuliers. Se fondant sur les jugements de l'ICO, l'institution a également levé les sanctions infligées à 22 entités et converti l'exclusion avec levée conditionnelle d'une entité en non-exclusion conditionnelle. Le Groupe de la Banque a entériné 72 exclusions croisées décidées par d'autres banques multilatérales de développement (BMD). Au total, 28 exclusions décidées par le Groupe de la Banque mondiale satisfaisaient aux critères pour être acceptées par les autres banques multilatérales de développement. Pour en savoir plus et lire le rapport annuel du système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site www.worldbank.org/integrity. Pour signaler des actes présumés de fraude ou de corruption dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site www.worldbank.org/fraudandcorruption.

DIVERSITÉ, ÉQUITÉ ET INCLUSION

IFC emploie plus de 4 200 personnes de plus de 150 nationalités et parlant plus de 50 langues. Elle se doit par conséquent d'instaurer une culture au sein de laquelle les valeurs et les particularités de chacun sont appréciées, valorisées et mises à contribution. Le triptyque diversité, équité et inclusion (DEI) constitue à la fois une priorité stratégique et une composante indispensable de la proposition de valeur d'IFC pour ses employés.

L'exercice 22 marque la première année complète de mise en œuvre du programme de DEI au sein d'IFC. À ce chapitre, l'institution a mené des actions fortes qui ont consisté à mettre en place un leadership inclusif et à renforcer ses mécanismes de responsabilisation en vue de la réalisation de ses objectifs de DEI. Elle a élargi l'équipe DEI, renforçant ainsi ses capacités de gestion de projet, d'analyse de données, d'apprentissage et de communication. Elle a également renouvelé les effectifs de son Conseil DEI pour qu'il soit représentatif de toutes les régions d'intervention d'IFC. Ce Conseil encourage les initiatives et avise l'équipe de direction d'IFC sur la démarche à suivre pour atteindre ses objectifs de diversité et instaurer un environnement diversifié, équitable et inclusif.

Les efforts d'IFC en matière de DEI s'articulent autour de trois axes stratégiques prioritaires :

1. Les compétences en leadership inclusif permettent aux responsables d'IFC de diriger des équipes diversifiées et équitables.

Au cours de l'exercice 22, IFC a poursuivi la troisième phase de son programme de parrainage et la deuxième phase de son programme de mentorat inversé, et plus de 70 membres du personnel démontrant une aptitude à diriger ont été appelés à servir de mentorés, conseillés, parrains ou mentors. Ces programmes contribuent à la constitution d'un vivier de dirigeants dotés de capacités de leadership inclusif.

IFC a également mis en place un programme d'apprentissage du leadership inclusif à l'intention de plus de 700 cadres, qui comprend une formation sur la manière d'aborder les préjugés inconscients lors des conversations relevant de la gestion des performances.

Pour mesurer le leadership inclusif, IFC utilise son indice d'inclusion, établi à partir du sondage sur l'engagement des employés (EES). À 63 %, cet indice d'inclusion est resté globalement stable depuis 2019 et a progressé de trois points de pourcentage depuis 2016.

2. Une culture de la gestion de la performance fait naître un sens de la responsabilité indispensable à la réalisation des objectifs de DEI.

IFC utilise une approche axée sur les données pour définir son programme de DEI, le mesurer et en rendre compte. Cette année, l'institution a publié son premier document d'information publique faisant état de ses progrès en la matière.

Son initiative *iCount*, qui a enregistré un taux de participation de 61 %, contre 49 %, il y a un an, encourage l'auto-identification volontaire du personnel en ce qui concerne la nationalité, la race et l'origine ethnique, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, ainsi que le handicap. En fournissant à la direction un tableau plus précis de l'organisation et en lui permettant de mieux comprendre la manière dont le personnel vit les promotions, la mobilité, la rémunération et la gestion des performances, ces données contribuent à instaurer une culture de la responsabilité.

3. L'égalité des genres garantit aux femmes des chances équitables d'avancement et de développement professionnels.

Durant l'exercice 22, IFC a porté à 45 % la proportion de professionnels de haut niveau qui s'identifient comme des femmes. L'institution a également obtenu le deuxième niveau de certification *EDGE* (Dividendes économiques pour l'égalité des sexes) à l'issue d'un audit indépendant sur l'équilibre entre hommes et femmes, l'équité salariale entre les genres, les politiques et pratiques favorisant l'équitabilité des parcours de carrière et une culture d'entreprise inclusive. Pour le prochain cycle de certification, IFC entend continuer à garantir l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, à sensibiliser aux préjugés sexistes, à intégrer des objectifs pour l'égalité des genres dans les plans d'évaluation des performances des cadres et à encourager les hommes à prendre un congé parental complet.

Initiatives de groupes-ressources d'employés

Des collaborateurs bénévoles dirigent les quatre groupes-ressources d'employés (ERG) au sein d'IFC, qui favorisent une culture d'inclusion, cultivent des réseaux de soutien, développent le partage des connaissances et renforcent le sentiment d'appartenance à l'organisation. Les co-dirigeants des ERG font partie du Conseil DEI. À travers les éclairages différents qu'ils apportent, ils contribuent à faire progresser IFC dans la réalisation de ses objectifs de diversité.

Outre ses ERG, IFC participe au programme DARE (*Disability Advocacy and Resource Employee Group*) du Groupe de la Banque mondiale, dont le but est de créer davantage d'espace pour les salariés handicapés et de défendre les intérêts de ces derniers.

IFC GLOBE

Un réseau dédié au personnel lesbien, gay, bisexuel et transgenre (LGBT+)

Cette année, le réseau a organisé les premières élections de ses co-dirigeants et administrateurs, a mené une campagne à l'échelle de l'organisation pour célébrer le soutien à la communauté LGBTQ+ sur le lieu de travail et a lancé les prix *Out & Proud*, qui récompensent les personnalités LGBTQ+ exemplaires.

Millennial Resource Group+

Un groupe destiné aux milléniaux et à d'autres travailleurs dont la vocation est de promouvoir la diversité générationnelle et l'inclusion

Au cours de l'exercice 22, le groupe a lancé une branche en Asie, qui vient s'ajouter à celles existant déjà en Afrique et au siège. Il a par ailleurs organisé une série d'événements sur des sujets allant des droits des femmes à la DEI.

Réseau des femmes

Un réseau visant à promouvoir le recrutement, le développement et la rétention de talents divers

Le réseau a organisé une réunion publique avec le directeur général d'IFC, Makhtar Diop, et proposé tout au long de l'année une série d'ateliers et d'événements axés sur le leadership féminin, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et la description de parcours professionnels.

African Descent Alliance

Une communauté d'employés dont la mission est d'assurer l'égalité des chances et de valoriser les talents, les idées, les compétences et l'expérience des professionnels d'origine africaine.

Pendant le Mois de l'histoire des Noirs (Black History Month), le groupe a animé une session interactive sur le programme de promotion des talents afro-américains d'IFC. Le réseau a en outre organisé une réception à l'occasion de *Juneteenth*, au cours de laquelle une entreprise détenue par des Noirs a été présentée et certains ont pu découvrir l'histoire de cette fête fédérale reconnue tout récemment.

RAPPORT DU CABINET D'AUDIT

IFC a confié à EY une mission d'assurance limitée portant sur un ensemble d'informations relatives au développement durable présentées dans le rapport annuel. La nature, la portée et les conclusions de cette mission sont présentées dans notre rapport d'assurance limitée figurant dans la version en ligne du rapport annuel d'IFC.



LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel, conformément aux statuts de la Société. Le président d'IFC et de son Conseil d'administration a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs.

RESTEZ EN CONTACT

Internet et médias sociaux

Le site web d'IFC, www.ifc.org, présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier ; diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés ; et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du rapport annuel 2022 d'IFC, www.ifc.org/annualreport, contient des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles.

Site web d'IFC

ifc.org

Rapport annuel

ifc.org/AnnualReport

Index des médias sociaux

ifc.org/SocialMediaIndex

Facebook

facebook.com/IFCwbg

Twitter (en anglais)

twitter.com/IFC_org

Twitter (en français)

https://twitter.com/IFC_fr

LinkedIn

linkedin.com/company/IFClinkedin

YouTube

youtube.com/c/InternationalFinanceCorporation

Instagram

instagram.com/IFC_org/

Medium

medium.com/@ifc-org

SoundCloud

soundcloud.com/IFC_org

Équipe du rapport annuel d'IFC**Steven Shalita**

Directeur, Communication et diffusion

John Donnelly

Conseiller principal, Communication et diffusion

Jim Rosenberg

Responsable de la communication institutionnelle

Pierre Mejlak

Responsable média et numérique

Jennine Meyer

Rédactrice en chef

Rob Wright

Rédacteur, Responsable, gestion de la marque et marketing

Victoria Solan

Conseillère de rédaction

Vinit Tyagi

Coordonnateur des contenus en ligne

Berrin Akyildiz

Analyste en communication

Charlotte Doyle

Analyste en communication

Melanie Mayhew

Responsable en chef de la communication et de la production créative

Aaron Rosenberg

Chef, Relations publiques

Brenna Lundstrom

Relations publiques

Conception :

Addison
www.addison.com

Impression :

Sandy Alexander
www.sandyinc.com

Traduction :

Groupe de la Banque mondiale — Global Corporate Solutions — Traduction et Interprétation

Photos :**Couverture**

[saravutvanset/Getty](#)

Page 3

[Grant Ellis/Banque mondiale](#)

Page 4

[Jacek Waszkiewicz/Banque mondiale](#)

Page 6

[Photo IFC](#)

Page 9

[David Hills/IFC](#)

Pages 16-17

[Mirela Momanu/IFC](#)

Page 19

[Avec la permission de Twiga Foods](#)

Pages 20-23

[Photos personnel d'IFC](#)

Pages 26-27

[Anindito Mukherjee/IFC](#)

Page 28

[Евгения Матвеец/Getty](#)

Page 29

[Kevin Phillips/Getty](#)

Page 30

[Saba Rahman/IFC](#)

Page 31

[Marcelo Scandaroli/Illuminati Films and Photos/IFC](#)
[Nadia Bseiso/IFC](#)

Pages 32-33

[Nyani Quarmyne/Panos](#)

Pages 34

[Oliver Weiken/IFC](#)

Pages 35

[Emidio Josine/IFC](#)

Page 36

[Morsa Images/Getty](#)

Page 37

[Eka Nickmatulhuda/IFC](#)

Pages 38-39

[Dominic Chavez/IFC](#)

Pages 40-41

[Marcelo Scandaroli/Illuminati Films and Photos/IFC](#)

Page 42

[owngarden/Getty](#)

Page 43

[TAJ Photoz/Shutterstock](#)

Page 44

[Jono Erasmus/Shutterstock](#)

Page 45

[Dominic Chavez/IFC](#)

Pages 46-47

[Diego Dussan/IFC](#)
[Photos IFC](#)

Page 47

[John White Photos/Getty](#)

Page 48

[Mint Images/Getty](#)

Page 49

[Susan B Sheldon/Shutterstock](#)



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

IFC

Société Financière
Internationale

MIGA

Agence multilatérale de
garantie des investissements

Société financière internationale

2121 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20433 États-Unis d'Amérique

ifc.org